



Rapport d'activité 2016



Rédaction

Thomas Boudant, Ivan Deret,

Gilles Groizeleau, Serge Gruel, Eric Martin, Axel Plessier,

Julien Racary, Romain Sztark, Nicolas Teuma

Iconographie

Photo page de couverture

Evaluation des familles, camp de réfugiés, Kurdistan irakien

© TGH

Photo page 3

© Régis Dondain

Photo page 4

Ecole récemment rouverte,

région de Mossoul, Kurdistan irakien

© Yousif Ali/TGH

Photos page 7

En haut : Activités récréatives avec les enfants d'un camp de réfugiés,

Kurdistan irakien © TGH

Forage pour un accès à l'eau potable amélioré,

préfecture de la Ouaka, RCA © TGH

En bas à gauche : Distribution de semences et outils agricoles,

site de Limassa, RCA © Thierry Kada/TGH

En bas à droite : Session de promotion à l'hygiène,

Moradaf, Soudan © Renan Aufray/TGH

Photo page 9

Distribution de vivres sur le site de déplacés d'Aviation,

sous-préfecture de Bambari, RCA © TGH

Photo page 13

Espace Amis des Enfants, cours de soutien,

camp de réfugiés, Kurdistan irakien © TGH

Photo page 16

Session de promotion à l'hygiène,

Moradaf, Soudan © Renan Aufray/TGH

Pages 19, 21, 23, 26, 29, 31, 33, 39, 41, 46 et 47

Dessins de Delphine Chauvin ©



Éditorial

L'Éducation est un droit humain fondamental, inscrit dans la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* (DUDH), et les règles du *Droit International Humanitaire* (DIH) sont très explicites sur l'éducation et la protection des élèves, des enseignants et des établissements. Il n'est pas inutile de rappeler encore une fois que ces droits humains, considérés comme universels et inaliénables, sont régulièrement bafoués.

Le point numéro 4 des *Objectifs de Développement Durables* (ODD) à 2030 - adoptés par les 193 états membres de l'ONU en 2015, s'engage à : « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

Aujourd'hui, les situations de conflits et les catastrophes naturelles empêchent plusieurs dizaines de millions d'enfants d'accéder à l'éducation, alors que l'école est tout à la fois un refuge où les enfants, déjà vulnérables, peuvent être protégés de la violence et de l'exploitation, et un outil leur permettant de se reconstruire et d'appréhender l'avenir.

L'éducation en situation d'urgence doit donc être considérée comme une priorité.

L'éducation et la protection de l'enfance font partie des trois domaines d'expertise développés par Triangle Génération Humanitaire depuis sa création en 1994. De nombreux programmes d'éducation, formelle et informelle, ont été créés et adaptés au contexte, prenant en compte la nature de la crise et l'environnement familial ou communautaire qui va jouer un rôle important dans le processus éducatif. Un accompagnement psychosocial proposé simultanément, généralement par l'intermédiaire de travailleurs sociaux recrutés dans le pays, prévient et soulage les blessures morales consécutives à des événements violents.

Actuellement, aucun signe d'apaisement n'apparaît dans les zones de conflits chroniques, et les déplacements massifs de populations se poursuivent, voire s'intensifient. Les services d'éducation dans les situations d'urgence s'avèrent plus que jamais nécessaires.

En 2016, le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation* (GEM) de l'UNESCO décrit le pouvoir de l'éducation à apporter « un surcroît de prospérité, une agriculture plus productive, une meilleure santé, un recul de la violence, plus d'égalité entre les hommes et les femmes, une hausse du capital social et un environnement naturel plus sain ». Ce même rapport atteste de l'immense travail restant à accomplir dans ce domaine, des colossales inégalités entre les différents pays du monde, et des obstacles quasi insurmontables pour les plus défavorisés d'entre eux. La conclusion de ce rapport est que nous devons agir comme jamais auparavant pour accélérer les progrès de l'éducation.

Nous attendons des Etats un engagement empreint de discernement et de clairvoyance, pour que soient massivement octroyés et pérennisés les financements dédiés aux programmes éducatifs, instruments incontournables pour garantir le développement et la paix dans le monde.

■ **Christian Lombard & Patrick Verbruggen / directeurs**



Sommaire

Acteurs d'une solidarité durable et partagée 5

2016 en quelques mots et chiffres clés 6

Nos métiers, notre expertise 7

Le pôle technique 8

Sécurité alimentaire et développement rural 9

Education et protection 13

Eau, hygiène et assainissement 16

Les programmes en cours en 2016 19

Les perspectives 2017 49

L'équipe exécutive et le conseil d'administration 51

Origine et emploi des ressources 52

Bilan et compte de résultat 53

conception graphique
nathalie navarre graphiste
+33 [0]4 78 28 55 44
n.navarre@wanadoo.fr

relecture et corrections
scarabeo.contact@scarabeo.fr
<http://scarabeo.fr>

traduction : anouk matéo
anouk_mateo@yahoo.com
www.annlou-traduction.com

impression
Champagnac . 15000 Aurillac
encres végétales,
imprimé sur papier
100% recyclé



“ Acteurs d’une solidarité durable et partagée ”

En 2016, les équipes de Triangle Génération Humanitaire sont présentes dans 11 pays et gèrent 74 programmes grâce à des partenariats publics durables avec les principaux bailleurs internationaux, mais également avec des partenaires privés (entreprises et fondations).

Les programmes, caractérisés par une approche globale de l’aide humanitaire intégrant urgence, réhabilitation, développement et démarche environnementale, apportent un soutien direct ou indirect à plusieurs centaines de milliers de personnes.

Fondée sur des valeurs communes d’écoute et de réactivité, lieu de vie et d’expression des engagements personnels, des savoir-faire et de leur partage, Triangle Génération Humanitaire revendique professionnalisme et pragmatisme, tout en conservant une taille humaine garante de la notion d’association au sens de « **personnes qui mettent en commun leurs activités dans un autre but que le partage de bénéfices** ».

Triangle Génération Humanitaire est moteur des projets qu’elle élabore avec des partenaires nationaux et internationaux en associant pleinement les ressources et les compétences locales pour apporter des réponses concrètes aux situations inacceptables des populations en souffrance, participer à la lutte contre la pauvreté et pour l’intégration sociale, soutenir sans discrimination d’aucune sorte les groupes de personnes victimes de conflits, de catastrophes naturelles ou de toute situation les plongeant dans la précarité. Son approche répond au plus près



Visite d’un jardin maraîcher pour la formation des producteurs locaux, district de Bualapha, Laos © Mélodie Mercier/TGH

aux besoins exprimés, et vise l’autonomie des groupes de personnes aidées.

Administrée par un Conseil élu, l’association agit en totale indépendance. Son financement étant en grande partie assuré par des institutions internationales, elle est régulièrement soumise aux audits des organisations qui la financent, et a prouvé sa capacité à gérer des fonds publics permettant d’inscrire son action dans la durée. ■



Magasin Yana, Orliwka, Ukraine © Gabriel Mouche/TGH



Session de travail thérapeutique dans les camps de réfugiés sahraouis, Tindouf, Algérie © TGH



Séchage de Konjac, Kacé, Birmanie © TGH

“ 2016, en quelques mots et chiffres clés ”

112¹ salariés de droit français, dont **90 expatriés**
498 collaborateurs recrutés dans leur **pays d'origine**
16,5 millions d'euros de budget. Des équipes présentes dans **11 pays**
74 programmes conduits simultanément
95% des ressources affectées directement aux **actions sur le terrain**
33 partenaires **baillleurs de fonds** et **19** partenaires **opérationnels**

L'association est membre de la **Coordination Humanitaire et Développement (CHD)** et de **Coordination Sud**. Elle est signataire du **Contrat Cadre de Partenariat** avec le **Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO)** et de l'**accord de partenariat opérationnel (FAOP)** avec l'**agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)**.

▣ programmes en cours
● programmes terminés



1 • 53 salariés équivalent temps plein.



NOS MÉTIERS NOTRE EXPERTISE



“ Le pôle technique : qualité et transversalité ”

Composé de permanents experts dans les principaux domaines de compétence de Triangle Génération Humanitaire, le pôle technique vient en soutien des responsables géographiques en charge du suivi des programmes.



Campagne de vaccination avec une clinique vétérinaire mobile, Kurdistan irakien © Nicolas Teuma/TGH



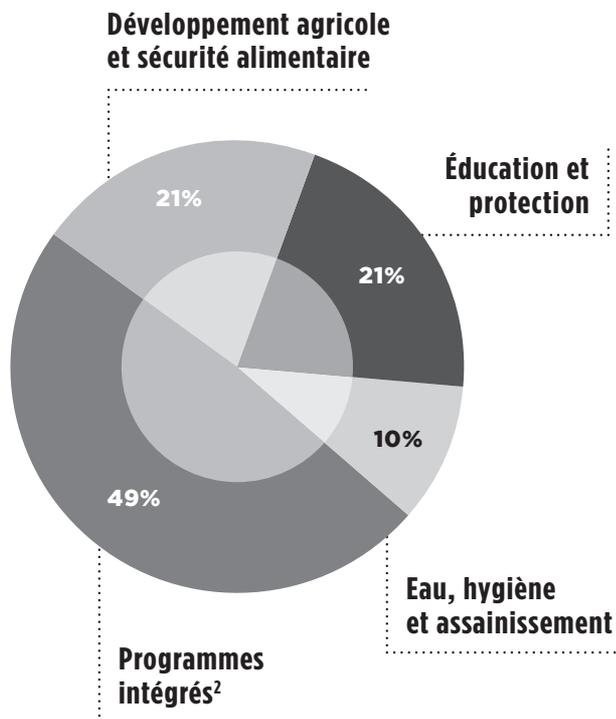
Session de soutien auprès des enfants des rues, Brazzaville, République du Congo © Jun Xia



Mise en place d'un point d'eau, Um Dukhun, Soudan © TGH

Œuvrant sur les terrains qu'ils visitent régulièrement, ces experts garantissent la qualité technique des actions depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre. Leur veille technique constante adapte les programmes aux évolutions de leurs secteurs respectifs, identifie les approches adaptées aux spécificités des contextes rencontrés, et structure la capitalisation et la mutualisation des expériences acquises, de l'urgence au relèvement.

Répartition par secteurs¹



¹ • Génie civil et construction sont intégrés dans les programmes de développement agricole et sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement.

² • Ces programmes intègrent au moins deux composantes du pôle technique.



Sécurité alimentaire et développement rural

Triangle Génération Humanitaire déploie auprès des populations en situation d'insécurité alimentaire des actions de relance de la production agricole et des programmes de développement agricole et rural. Ces derniers, instaurés sur le long terme, réduisent la pauvreté et améliorent durablement la sécurité alimentaire.

Les logiques des acteurs et des populations étant multiples, TGH inscrit les spécificités locales des divers domaines d'expertise (agronomie, nutrition, économie des ménages et des filières, sciences sociales...) dans des approches sectorielles globalisantes. Les modalités d'assistance alimentaire s'adaptent au contexte : distributions de vivres en nature ou appui direct à l'économie des ménages via des transferts monétaires.

Même lorsqu'elles s'inscrivent dans un contexte de réponse rapide, les actions de relance agricole sont toujours envisagées comme une première étape vers un renforcement à plus long

terme : le soutien aux paysans dans l'accroissement de leurs capacités de résilience accompagne ou poursuit les distributions d'intrants agricoles.

Pour la paysannerie structurellement fragilisée, TGH conçoit des programmes d'appui adaptés et pertinents, issus d'une approche pluridisciplinaire fondée sur une expertise technique et une compréhension des sociétés.

TGH priorise dans sa stratégie d'action sa capacité d'adaptation aux besoins des populations déjà fragilisées face aux crises humaines ou naturelles.

A Rabia, aider les éleveurs à se relever du conflit

Le Comité interministériel de l'aide alimentaire (CIAA)¹ a soutenu le programme de développement rural en faveur des fermiers les plus vulnérables mené par TGH dans le nord du Kurdistan irakien.

Bien que libéré en octobre 2014 de l'occupation de l'Etat Islamique par les troupes armées kurdes et irakiennes, le sous-district de

Rabia reste dans une impasse économique, sociale et politique. Réputé pour sa fertilité, ce territoire rural situé au nord du Kurdistan irakien (province de

Ninive), a pris les teintes d'une morne plaine. La ville de Mossoul, à l'est, est toujours un champ de bataille. La frontière syrienne, à l'ouest, d'ordinaire sujette à de fructueux échanges commerciaux, a été fermée par les autorités. Au nord, du côté de la région autonome kurde, les déplacements des résidents arabes à majorité sunnite sont fortement limités et contrôlés. Et les 12 000 familles (sur 13 000) revenues vivre dans la zone après avoir fui les combats demeurent très affectées par les pertes et dommages subis lors du conflit, mais également par leur isolement et leur recours à de multiples stratégies négatives de survie.

Partie intégrante de la ceinture du blé et de l'orge de l'Irak, le territoire, véritable maillage de fermes, a connu un sévère coup d'arrêt agricole, dont il souffre encore. « Ici, la population vit principalement de l'élevage et des cultures, explique Abo Faris, un membre du conseil entourant le maire. Or, les familles n'ont plus les moyens de cultiver la terre et de prendre soin correctement de leurs animaux. ».

Les causes sont multiples. Le canal d'irrigation Al-Jazeera, endommagé, ne fonctionne plus, ce qui affecte fortement la productivité des paysans. Le gouvernement central, qui achetait les récoltes de céréales des fermiers à prix fixe, a cessé ses paiements depuis plus de deux ans, réduisant drastiquement leurs sources de revenus et leur capacité d'achat des intrants (semences de qualité, fertilisants, outils, etc.) nécessaires à la bonne conduite des cultures. Les troupeaux sont menacés par un accès très limité aux médicaments (services vétérinaires étatiques à l'arrêt), des prix élevés et un manque de disponibilité du fourrage (orge ou blé) comme complément alimentaire en hiver.

“ Les familles n’ont plus les moyens de cultiver la terre et de prendre soin correctement de leurs animaux.

10



À Rabia, l'élevage de moutons et brebis, principalement sous forme extensive, occupe une place de choix dans les économies familiales avec la viande, le lait et la laine qui fournissent traditionnellement des revenus et des aliments aux petits agriculteurs. Afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'aider au relèvement des ménages les plus vulnérables, TGH a mené, grâce à son partenaire local DAD² et à l'appui financier du CIAA, un projet de développement rural axé autour de l'élevage. Dans le but d'enrayer les processus de décapitalisation du cheptel, du fourrage (orge) a été distribué à 400 familles durant l'hiver 2016 pour assurer la couverture des besoins de leur troupeau. 230 familles ont reçu deux brebis allai-

tantes pour les aider à relancer une activité d'élevage. Enfin, une clinique mobile vétérinaire se déplace dans les villages, administre les traitements nécessaires aux animaux et donne des conseils de soins aux éleveurs.

« La santé animale est un vrai problème à Rabia depuis maintenant plus de 2 ans et beaucoup de familles ont vu leur cheptel se réduire comme peau de chagrin, témoigne Rahdwan Azzo, vétérinaire assistant de la clinique mobile. Restaurer les moyens d'existence chez les communautés touchées par le conflit est non seulement important pour la sécurité alimentaire, mais aussi pour la construction de la paix et la prospérité à Rabia. »

Distribution de semences sur la base d'un approvisionnement local

Bambari, préfecture de la Ouaka

Malgré quelques périodes d'accalmie, les tensions entre groupes armés en République Centrafricaine (RCA) sont toujours présentes, prolongeant de fait la situation de crise que connaît le pays depuis 2012. Fin 2016, la Ouaka demeure l'une des régions les plus touchées par la crise politique, économique et humanitaire que traverse la RCA.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, la région est classée en phase de crise. L'accès à l'alimentation est très difficile, les ménages subissent de plein fouet l'épuisement irréversible

des avoirs relatifs aux moyens d'existence et leurs revenus demeurent très faibles. Afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire de la région de Bambari, Triangle Génération



Suivi du prix et provenance des semences, République Centrafricaine © TGH



Cultures vivrières, préfecture de la Vakaga © Abou-Bakr Mashimango / TGH

Humanitaire a mis en place plusieurs projets, l'un d'entre eux financé par l'AFD³ et en consortium avec la Croix Rouge française. Ce programme comprenait la fourniture aux populations paysannes de semences de provenance locale pour les principales cultures vivrières.

Dans des situations de crise grave, les semences distribuées aux paysans pour relancer les cultures sont soit d'origine locale, soit importées. Les semences importées ont l'avantage d'être certi-

“ Dès lors que des semences locales sont accessibles, disponibles et de qualité constante, il est possible de les acheter pour les distribuer aux populations les plus vulnérables.

fiées mais ne sont pas toujours adaptées aux conditions de culture locales et les délais pas toujours compatibles avec le calendrier agricole. Dès lors que des semences locales sont accessibles, disponibles

et de qualité constante, il est possible de les acheter pour les distribuer aux populations les plus vulnérables.

Dans la Ouaka, les conséquences de l'insécurité varient d'une zone à l'autre. Les paysans situés à l'est de la Rivière Ouaka ont été sévèrement impactés par les conflits et sont dans l'incapacité

de s'approvisionner en semences, mais certains bassins de production subsistent à l'ouest. Riz, arachide, maïs, paddy et sésame sont les principales cultures vivrières pluviales communes à toute cette région. Dès lors que la qualité de ces semences était validée en collaboration avec le ministère de l'Agriculture centrafricain, TGH était en mesure de s'approvisionner auprès d'une quarantaine de groupements de producteurs du bassin de production. TGH a acheté localement (à l'ouest de la Ouaka) 110 tonnes de semences pour les distribuer à 5 028 ménages situés à l'est.

Avec des échanges commerciaux quasiment réduits à néant depuis 4 ans, ce type d'action représente un soutien essentiel pour les habitants de l'est et permet l'injection de cash (via les recettes des ventes de semences) à l'ouest. De plus, le fait de s'approvisionner dans une zone de production sans débouchés commerciaux permet à ces producteurs d'avoir une ressource financière supplémentaire. Dans un contexte où l'agriculture demeure l'une des principales sources de revenu, cette possibilité de vendre à une ONG représente une opportunité unique de valorisation marchande de la production, qui se traduit par des ressources financières pour les ménages. Sans cet achat, les productions sont autoconsommées, et le surplus inutilisé. ■



Cultures vivrières, préfecture de la Vakaga © Maëlle Derniaux / TGH



Éducation et protection

Depuis sa création, Triangle Génération Humanitaire a intégré la dimension éducative et psychosociale à son champ d'action. Sur les zones d'intervention, les populations ont besoin d'être accompagnées afin de faire face au bouleversement de leur existence, au traumatisme qu'elles viennent de vivre, à leur situation extrême de réfugiés ou déplacés, à la précarité de leurs conditions de vie.

Les programmes doivent s'adapter à l'environnement et au contexte politique, économique et social des populations auxquelles ils s'adressent pour que l'aide apportée aux publics repérés comme particulièrement vulnérables soit concrète. Depuis plusieurs années, TGH a développé des dispositifs capables de répondre aux besoins en protection et en édu-

cation dans toutes les situations. Les travailleurs sociaux, éducateurs, animateurs, infirmiers, physiothérapeutes, psychologues, enseignants des équipes de TGH interviennent dans la rue, en détention, dans des squats, au domicile des personnes, dans des établissements médico-sociaux, dans les écoles, dans les camps de déplacés/réfugiés.

Nos actions au Kurdistan irakien

Depuis 2013, TGH est présente au Kurdistan irakien, et matérialise son soutien aux populations de réfugiés syriens et de déplacés irakiens par des programmes de protection de l'enfance et d'accès à l'éducation en situation d'urgence. Le bien-être des enfants repose sur une éducation formelle accessible à tous, mais également sur une prise en charge psychosociale adaptée à leurs besoins.

Réponse rapide d'urgence

En partenariat avec l'Union Européenne (ECHO) et des agences des Nations Unies, TGH développe des programmes d'accès à l'éducation et d'accompagnement psychosocial pour les enfants affectés par le conflit. Face à l'afflux de déplacés fuyant Mossoul lors de l'offensive militaire menée en octobre 2016, TGH a constitué des unités d'éducation et de protection mobiles, capables d'intervenir rapidement dans les sites d'accueil des déplacés.

La réactivité qu'autorise la mobilité de ces équipes s'est illustrée dans la capacité à anticiper les déplacements massifs de populations et à déployer rapidement des actions d'évaluation sur la vulnérabilité des enfants et de leurs familles dans les gouvernorats de Dohuk et de la Ninive, afin de repérer les situations à risque.

L'éducation dans l'urgence

TGH intervient à la fois dans et en dehors des camps de réfugiés. Dans le Sous-District de Bardarash, les enfants en âge d'être scolarisés en primaire reçoivent des cours de remise à niveau basés sur le curriculum élaboré par le ministère de l'Education irakien. Les mathématiques, les sciences, l'arabe ou encore l'anglais sont enseignés aux enfants dans les écoles ou dans des lieux provisoires dédiés à l'éducation.

Dans les camps où vivent les personnes déplacées de Mossoul, TGH a organisé des Espaces Amis des Enfants (EAE). Dans des tentes spécialement aménagées, des activités récréatives sportives, artistiques ou ludiques restaurent une forme de normalité, atténuent le traumatisme de l'exode, de l'enfermement et des violences subies, mais plus que tout resocialisent les enfants qui pour certains ne vont plus à l'école depuis plusieurs années.

Un accompagnement psychosocial adapté aux besoins

Une orientation et un accompagnement vers des services spécialisés prenant en charge leur détresse psychologique et leurs traumatismes sont proposés aux personnes repérées comme particulièrement en danger (mineurs non accompagnés, malades chroniques/handicapés, victimes de troubles psychologiques, de violences domestiques).

Dans un espace d'écoute aménagé dans les bus, un premier diagnostic est établi par les travailleurs sociaux, formés à l'accompagnement psychosocial et supervisés par un spécialiste de la protection de l'enfance, qui proposent ensuite des activités ludiques et éducatives pour que les enfants puissent exprimer leurs souffrances et raconter leur histoire.





Activités récréatives dans le « Magic Bus » avec les enfants des camps de réfugiés, Kurdistan irakien © Laure Maynard/TGH

Sensibiliser les communautés

Pour une aide efficace et durable, il est primordial de renforcer les capacités et les compétences locales. Enseignants et acteurs communautaires concernés sont formés pour être en capacité de repérer et accompagner les enfants en difficulté, et de poursuivre le développement des services éducatifs et psychosociaux. Par le biais de sessions de sensibilisation, les populations sont pleinement impliquées dans le projet, et les familles incitées à faire de l'éducation et de la protection de leurs enfants une priorité. ■

Accès à l'éducation en situation de crise : Préfecture de la Vakaga – République centrafricaine

Enclavée, isolée du reste du pays en raison d'infrastructures routières en mauvais état et d'une saison pluvieuse qui la rend inaccessible par voie terrestre durant une partie de l'année, la préfecture de la Vakaga n'a jamais été historiquement une priorité du gouvernement central dans le secteur de l'éducation. Seule ONG internationale présente localement dans le domaine de l'éducation, TGH redynamise ce secteur par un programme de promotion de retour à l'école des élèves qui assure les services de base dans 25 écoles de la région. En 2016, des salles de classes et des latrines ont été construites dans 15 écoles, qui ont été également dotées en mobilier et en kits scolaires pour 9 400

élèves. Dans certains villages, faute d'infrastructure pérenne, des « hangars modernes d'urgence » ont été construits et équipés, pour que les écoliers puissent apprendre dans un environnement sécurisé.

95 maîtres-parents ont suivi les formations dispensées par le Centre Pédagogique Régional qui a également formé les associations de parents d'élèves (APE) en charge de la gestion des écoles. Des acteurs locaux, formés et supervisés par TGH sensibilisent les communautés sur le retour à l'école, la scolarisation des filles et la lutte contre les violences basées sur le genre en milieu scolaire. ■



Session de formation des maîtres parents, préfecture de la Vakaga, République Centrafricaine © TGH



Sensibilisation des jeunes filles à l'hygiène féminine, préfecture de la Vakaga, République Centrafricaine © TGH



Eau, hygiène et assainissement

16

triangle génération humanitaire / rapport d'activités 2016

Pour réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies hydriques, Triangle Génération Humanitaire engage des programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement contrôlé et d'amélioration des conditions d'hygiène, qui répondent aux besoins vitaux et restaurent et maintiennent des conditions de vie favorables à une meilleure santé pour les populations en grande précarité.

Les populations déplacées fuyant des combats ou faisant face à des catastrophes naturelles sont confrontées à un accès à l'eau potable restreint voire inexistant, à un environnement sanitaire dégradé et à des conditions d'hygiène présentant un risque accru de développement de maladies hydriques. TGH, dans le cadre d'actions d'urgence, répond à ces besoins de base en aménageant des points d'eau temporaires et en distribuant des biens de première nécessité (bâches, kits de cuisine et d'hygiène, matériel de construction de latrines...).

Pour garantir sa réactivité en situation de crise, TGH s'appuie sur un plan de contingence basé sur une analyse continue

du contexte et des risques, qui inclut le pré-positionnement de matériel, le maintien de capacités logistiques adaptées et la sensibilisation des populations et des autorités.

Dans les situations en voie de normalisation ou stables, la stratégie d'intervention se concentre sur des programmes de post-urgence ou de développement, qui établissent des infrastructures pérennes construites sur des processus participatifs. Lorsque cela est possible, le soutien aux partenaires¹ se couple d'un soutien aux représentants locaux d'institutions publiques, pour renforcer leur capacité à mener à bien des projets dans leur domaine d'expertise.

1 • ONG nationales, Organisations Basées sur une Communauté (OBC)

Réponse humanitaire d'urgence auprès des populations déplacées

Au Soudan, le déplacement de dizaines de milliers de personnes autour de la localité d'Um Dukhun, proche des frontières tchadienne et centrafricaine, a nécessité la mise en place d'un dispositif d'urgence pour répondre aux besoins vitaux de populations précarisées et exposées au risque de maladies hydriques. Conduites en parallèle, les actions d'accompagnement des acteurs locaux et d'implication des usagers organisent l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement (EHA) pérenne et autonome pour les communautés résidentes, dans les localités qui n'ont pas eu à affronter ces situations de crise.

Depuis 2015, la localité d'Um Dukhun accueille le retour de dizaines de milliers de Soudanais réfugiés au Tchad. Le dispositif d'urgence de TGH a été déployé dans quatre localités (Moradaf, Beltebei, Garaia, Abugaradil), auprès de plus de 83 000 personnes au cours de l'année 2016.

En dehors de la distribution d'objets de première nécessité, TGH a assuré l'approvisionnement en eau, l'amélioration des

conditions d'assainissement et de gestion des déchets, ainsi que la promotion des bonnes pratiques d'hygiène. Par la mise en place de points d'eau, TGH a fourni jusqu'à 648 m³ d'eau potable par jour et a accompagné l'installation de 1 048 latrines multifamiliales.

Par ailleurs, TGH a formé des structures locales (comité de gestion et WES²) à la gestion de points d'eau mécanisés à Um Dukhun, ainsi qu'à la mise en place de systèmes communautaires de paiement de l'eau. Une activité génératrice de revenus a également été mise en place pour renforcer le fonctionnement de l'un des points d'eau. Les bénéficiaires qui en découlent sont épargnés en vue d'un éventuel remplacement d'équipements coûteux.

Dans dix villages proches d'Um Dukhun, situés dans des zones rurales en situation stable, TGH a formé des artisans réparateurs de pompes avec qui les comités villageois ont passé contrat pour assurer la maintenance préventive et corrective des installations. Un magasin de pièces détachées a été installé à Um Dukhun et le personnel du WES a été formé à la gestion du stock et à son approvisionnement. Ce magasin garantit aux villageois de ces zones reculées la disponibilité de pièces de rechange, adaptées à leur équipement et à des prix fixés collectivement par les acteurs locaux et les communautés consommatrices. Enfin, TGH a appuyé des projets d'initiative communautaire dans ces zones rurales, pour soutenir les dynamiques participatives. Les projets en EHA d'intérêt général les plus pertinents ont été sélectionnés de manière concertée. Ils ont notamment permis aux requérants d'installer quatre points d'eau et trois latrines communautaires dans cinq villages de la zone d'Um Dukhun.



Points de distribution d'eau potable, Moradaf, Soudan © TGH

Une stratégie globale d'accompagnement des populations

Lors des premières phases d'intervention, TGH met en place des systèmes d'approvisionnement d'urgence en eau composés d'un puits, d'un système d'exhaure, de filtres à sables, de réservoirs souples et de rampes de distribution. En situation de crise, ces installations sont mises en service au plus vite et sont entièrement gérées par les équipes de TGH, qui

assurent le pompage, le traitement de l'eau, la distribution, l'entretien, la maintenance et le suivi des paramètres. La pérennité des infrastructures étant directement liée à l'implication des populations, le proces-

sus participatif est aussitôt initié. Lorsque le WES n'est pas en mesure de prendre en charge le point d'eau, des comités de gestion sont créés et assument graduellement la gestion de l'installation. Dès les premiers contacts, les populations sont informées du désengagement progressif de TGH et de la nécessité d'organiser à terme le paiement communautaire de l'eau potable.

Cette passation fait suite à une série de formations techniques

et organisationnelles et à une amélioration des équipements, rendus durables avec des coûts de fonctionnement optimisés. Un appui technique et à la viabilisation de recouvrement des coûts est alors assuré par TGH pendant plusieurs mois.

La sensibilisation des populations à l'hygiène suit la même logique. La réponse de TGH débute par des sessions de promotion de l'hygiène de masse, puis par l'identification des personnes volontaires parmi les communautés bénéficiaires. Ces personnes sont formées aux méthodes d'animation et de communication, ainsi qu'à la conduite d'événements de sensibilisation à l'hygiène. Cette stratégie de formation de formateurs permet aux populations de s'impliquer directement dans le processus d'amélioration de leurs conditions d'hygiène et favorise une meilleure prise de conscience des risques de maladies hydriques liées aux pratiques.

Cette approche permet à la fois de répondre de manière très réactive aux besoins humanitaires d'urgence par la mise à disposition de stocks de contingence, et de pérenniser les programmes en accompagnant les acteurs de l'eau et les communautés sur le long terme. TGH organise ainsi un transfert de compétences recouvrant tous les aspects de la gestion de l'eau, depuis la production et la distribution jusqu'à la viabilisation économique du système. ■

“ La pérennité des infrastructures étant directement liée à l'implication des populations, le processus participatif est aussitôt initié.

18

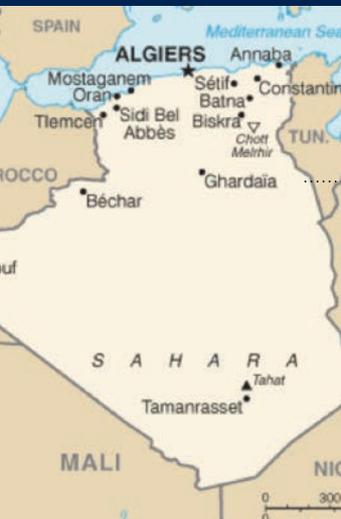


Construction de latrines, El Teiba Camp, Soudan © Renan Aurfay/TGH



Mise en place d'un point d'eau, Um Dukhun, Soudan © TGH

LES PROGRAMMES EN COURS EN 2016



Algérie

En 1975, plusieurs milliers de personnes ont quitté le Sahara Occidental pour échapper au conflit armé opposant le Maroc et la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), et se sont réfugiés sur le territoire algérien, près de la ville de Tindouf, au sud-ouest du pays. L'aide internationale est indispensable à ces réfugiés, estimés à plus de 165 000 personnes, pour l'accès aux services essentiels (eau, assainissement, hygiène, alimentation/nutrition, soins de santé, soutien aux personnes vulnérables...).

Triangle Génération Humanitaire est présente depuis 2001 auprès des réfugiés sahraouis.

Depuis la première intervention - un programme de soutien aux centres d'accueil pour enfants handicapés - de nombreuses actions ont été conduites grâce aux financements récurrents de l'ONU (UNHCR)¹ ou de l'Union européenne (DG-ECHO)² : distribution aux femmes sahraouies de kits d'hygiène composés de produits de base,

production d'eau de Javel destinée aux institutions sahraouies (notamment aux hôpitaux), soutien aux centres pour personnes handicapées, gestion d'ateliers mécaniques en charge de la réparation de la flotte de véhicules assurant la fourniture de l'aide humanitaire sur les campements, gestion des bases de l'UNHCR de Dakhla et Rabouni (cette dernière accueillant les bureaux



Maison construite dans le cadre de la réponse d'urgence aux intempéries d'octobre 2015, Wilaya de Dakhla, camp de réfugiés sahraouis de la région de Tindouf, Algérie © Hamdi Abba/TGH

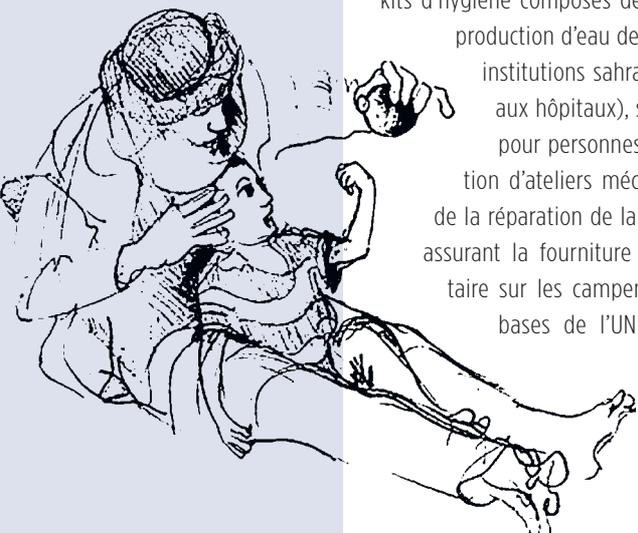
triangle génération humanitaire rapport d'activité 2016

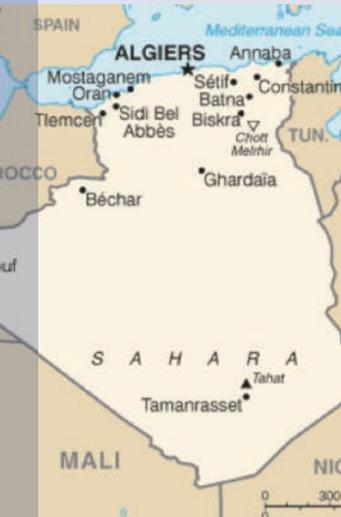
des organisations humanitaires), fourniture de matériel et consommables médicaux, et réhabilitation des infrastructures médicales.

En octobre 2015, bien qu'inattendues dans l'environnement sec et désertique où sont situés les camps de réfugiés, des pluies torrentielles ont fortement endommagé ou détruit les habitations individuelles et les infrastructures communautaires. D'une ampleur exceptionnelle, ces intempéries ont aggravé le contexte humanitaire déjà précaire. TGH, en partenariat avec les acteurs humanitaires présents sur cette zone, a fourni une aide alimentaire d'urgence, reconstruit des habitations individuelles, installé des espaces d'enseignement temporaires pour les enfants, et débuté simultanément la réhabilitation de sept structures éducatives (écoles et jardins d'enfants) et trois structures sanitaires dans la wilaya de Dakhla, le camp le plus isolé géographiquement. Une école dans la wilaya de Layoune a également été reconstruite, avec la participation de jeunes Sahraouis.

1 • Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

2 • Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile





Assistance aux réfugiés sahraouis vulnérables vivant dans les camps au sud de Tindouf en Algérie

Bénéficiaires : 90 000 personnes

Durée : 18 mois (03/2016 – 08/2017)

Budget global : 1 361 000 €

Financement : ECHO – Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaires : secrétariat d'État aux Affaires sociales, ministère de la Santé, ministère de l'Eau et de l'Environnement et Agence sahraouie de protection sur la partie sécurité

Appui à la réponse d'urgence suite aux inondations ayant touché les camps de réfugiés sahraouis de la région de Tindouf

Bénéficiaires directs : enfants, parents d'élèves, chefs d'établissement, professeurs, personnel de santé et patients suivis au dispensaire

Durée : 6 mois (12/2015 – 05/2016)

Budget global : 105 913 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaires : ministère de l'Education, ministère de la Santé, ministère de la Construction

Appui à la réponse post-urgence de réhabilitation et de reconstruction des infrastructures éducatives et sanitaires touchées par les inondations dans la Wilaya de Dakhla

Bénéficiaires directs : enfants, parents d'élèves, chefs d'établissement, professeurs, personnel de santé et patients suivis au dispensaire

Durée : 7 mois (02/2016 – 09/2016)

Budget global : 508 931 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaires : ministère de l'Education, ministère de la Santé, ministère de la Construction, ministère de la Coopération, Croissant Rouge Sahraoui et HCR – Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Assistance aux groupes les plus vulnérables des réfugiés sahraouis de la région de Tindouf

Bénéficiaires : 90 000 personnes

Durée : 12 mois (01/2016 – 12/2016)

Budget global : 2 923 058 USD

Financement : HCR – Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Partenaires : ministère des Affaires Sociales et de Promotion de la Femme, ministère de l'Équipement, ministère de la Santé, ministère de l'Eau et de l'Environnement, ministère de la Construction.



Réponse d'urgence et de reconstruction auprès des populations sahraouies affectées par les pluies torrentielles ayant touché les camps situés dans le sud-ouest de l'Algérie - région de Tindouf

Bénéficiaires : 57 205 personnes

Durée : 10 mois (11/15 – 09/2016)

Budget global : 425 000 €

Financement : ECHO - Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile

Assistance aux réfugiés sahraouis vulnérables vivant dans les camps au sud de Tindouf en Algérie

Bénéficiaires : 90 000 personnes

Durée : 14 mois (01/2015 – 02/2016)

Budget global : 950 000 €

Financement : ECHO - Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaires : Partenaires : Secrétariat d'Etat aux Affaires Sociales, ministère de l'Eau (MIAMA)



Birmanie / Union du Myanmar

La Birmanie (ou République de l'Union du Myanmar) est le plus grand pays du sud-est asiatique. La junte militaire, qui a longtemps dirigé le pays, engage depuis l'été 2011 un processus de transition sur la base de réformes politiques et économiques. De nombreux problèmes persistent (conflits armés avec les minorités ethniques, situation alarmante des Rohingyas¹), et d'importants défis sont à relever (développement des services publics, réduction de la pauvreté dans un pays parmi les moins avancés du monde).



Les infrastructures sanitaires et d'accès à l'eau, ainsi que les services sociaux, de santé et d'éducation demeurent bien en deçà des besoins. L'accès aux denrées alimentaires est une difficulté quotidienne pour une majeure partie de la population.

1 • Groupe ethnique de langue indo-européenne, de religion musulmane, du sud-ouest de la Birmanie



Triangle Génération Humanitaire a développé dès décembre 2007 des actions d'aide d'urgence et de développement. Lors du passage du cyclone Nargis en 2008, qui a gravement touché le sud-ouest du pays (Delta de l'Irrawaddy), l'équipe de TGH a participé à la réponse d'urgence et de post urgence.

L'action s'est ensuite concentrée à Rangoun, sur des programmes d'appui à des structures d'accueil de personnes handicapées. Depuis octobre 2012, en partenariat avec l'ONG birmane Ar Yone Oo, des pro-

grammes de sécurité alimentaire sont mis en place dans la zone montagneuse et enclavée de Matupi au sud de l'État Chin (ouest du pays), qui améliorent les conditions de vie, la résilience et les moyens d'existence des populations rurales isolées, tout en soutenant la gestion des ressources naturelles. Depuis 2016, TGH est associée au GRET¹ pour étendre au cours des quatre prochaines années à de nouveaux villages du district les programmes de développement agricole, sécurité alimentaire et gestion des risques naturels.

Amélioration des moyens d'existence, des revenus et de la résilience des populations vulnérables dans le sud du Chin et le nord du Rakhine

Bénéficiaires : 40 000 personnes

Durée : 48 mois (10/2016 – 09/2020)

Budget global : 5 000 000 €

Financement : EuropeAid - Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne

Partenaires : GRET - Groupe de Recherche et d'Échanges de Technologies

Amélioration des capacités de résilience des populations vulnérables de l'état du Chin face aux risques climatiques

Bénéficiaires : 2 683 personnes

Durée : 16,5 mois (04/2016 - 07/2017)

Budget global : 250 000 €

Financement : CIAA - Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (ministère des Affaires étrangères)

Partenaires : AYO - Ar Yone Oo (ONG birmane)

Amélioration des conditions de vie des populations rurales isolées de l'état Chin

Bénéficiaires : 3 984 personnes

Durée : 45 mois (10/2013 – 06/2017)

Budget global : 395 834 €

Financement : AFD - Agence Française de Développement,

DFD – Fondation de France, Fondation Lord Michelham of Hellingly

Partenaires : AYO - Ar Yone Oo (ONG birmane)

Amélioration de la nutrition et des capacités de résilience des populations vulnérables vivant dans les villages isolés du canton de Matupi, dans l'état du Chin

Bénéficiaires : 10 026 personnes

Durée : 13 mois (04/2015 – 04/2016)

Budget global : 200 000 €

Financement : CIAA – Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (ministère des Affaires étrangères)

Partenaires : AYO - Ar Yone Oo (ONG birmane)



Corée du Nord

La Corée du Nord (ou République Populaire Démocratique de Corée – RPDC) a souffert de graves crises alimentaires dans les années 1990, en partie dues aux conditions climatiques (inondations, puis sécheresse) et à la très faible proportion de terres arables dans le pays (moins de 20%), mais également au système économique en place et à l'interruption du soutien du bloc de l'Est.

En 1995, le gouvernement a été contraint de solliciter l'aide des pays étrangers, qui s'est poursuivie jusqu'en 2006, où la Corée du Nord a mis fin à l'aide humanitaire d'urgence, lui préférant une coopération au développement. Depuis, seules six ONG européennes - dont Triangle Génération Humanaire - sont autorisées à mener des programmes humanitaires et de développement en Corée du Nord, avec du personnel expatrié présent de manière permanente.

Malgré le soutien de la communauté internationale, le



Pêche des carpes pour la distribution aux institutions pour enfants, ferme de Ryongchon, Corée du Nord © TGH

manque de nourriture perdure, et la qualité nutritionnelle des denrées disponibles reste faible. La dernière enquête menée par l'UNICEF¹ (2014) estime à 38% le taux de prévalence de malnutrition aigüe sévère des enfants de moins de cinq ans. La population, confrontée à une détérioration continue des conditions de vie depuis le milieu des années 1990, reste très vulnérable.





Distribution du repas du midi, Jardin d'enfant de la Ville de Ryongchon, Corée du Nord © TGH

2 • La soudure est la période précédant les premières récoltes et où le grain de la récolte précédente peut venir à manquer. Il y a alors souvent pénurie et flambée brutale des prix parfois accentuée par la spéculation.

3 • TGH a ciblé plus de 33 000 enfants de moins de 5 ans à travers ses projets en 2016.

4 • TGH a amélioré la prise en charge de plus de 7 000 personnes âgées en 2016.

L'approche globale de TGH en RPDC est double : améliorer le statut nutritionnel des enfants dans les institutions sociales de trois provinces, via l'apport de poissons et de légumes, et contribuer à améliorer l'accès aux soins et aux services pour les personnes âgées à travers le pays.

TGH a débuté en 2015 et poursuivi en 2016 un programme de pisciculture intégrée, alliant les élevages de porcs et de canards, l'agriculture et la production piscicole. Un programme de réhabilitation/ construction de serres solaires pour la production de légumes (soutenu par l'amélioration des systèmes

d'irrigation, de la gestion des effluents et des pratiques agricoles) a également débuté en 2016. Des distributions de denrées alimentaires aux enfants dépendant des institutions ont été effectuées, pour pallier leurs manques nutritionnels pendant la période de soudure². L'impact de ces actions est renforcé par l'implication de TGH dans l'amélioration des systèmes de transport et de conservation des produits alimentaires, de la ferme aux institutions pour enfants³. Ainsi, en 2016, TGH a permis de sensibiliser et former le personnel des institutions à la nutrition et l'hygiène, et d'accroître les capacités de conservation par la distribution de congélateurs et boîtes de congélation.

TGH a finalisé la première partie du programme d'amélioration des services pour les personnes âgées⁴, en partenariat avec KFCA (Korean Federation for the Care of Aged), la deuxième partie est prévue pour l'année 2017.

Enfin, TGH a poursuivi son implication active dans le renforcement des capacités des acteurs locaux dans ses secteurs d'intervention. En soutenant et travaillant de concert avec KFCA ou avec des instituts officiels tels que l'Académie des Sciences Agricoles, l'Institut pour la nutrition infantile, ou le Bureau de l'Aquaculture, TGH s'attache à renforcer la durabilité de l'impact de ses programmes ainsi que leur réplique dans d'autres provinces du pays.

Une alimentation plus diversifiée grâce à l'augmentation de la production de légumes

Bénéficiaires : 42 578 personnes

Durée : 36 mois (09/2016 – 08/2019)

Budget global : 1 200 000 €

Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, SDC – Swiss Agency for Development and Cooperation

Partenaires : ministère de l'Aménagement Urbain, Académie des Sciences et de l'Agriculture, Service de lutte contre les épidémies de Sohung, Central Vegetable Research Institute, Comité Populaire de la ville de Sohung

Amélioration de l'alimentation des enfants en enrichissant l'apport en protéines animales

Bénéficiaires : 235 000 personnes

Durée : 48 mois (01/2015 – 01/2019)

Budget global : 1 338 348 €

Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, SDC - Swiss Agency for Development and Cooperation, CIAA - Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (ministère des Affaires étrangères)

Partenaires : APDRA Pisciculture Paysanne, Comités Populaires des villes de Ryongchon et Onchon, AAS - Académie des Sciences et de l'Agriculture, BoA - Bureau d'Aquaculture, CNI - Child National Institution

Renforcer la société civile pour une meilleure prise en charge des personnes âgées

Bénéficiaires : 3 162 298 personnes

Durée : 29 mois (12/2013 – 05/2016)

Budget global : 609 500 €

Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, CIAA – Comité Interministériel pour l'Aide Alimentaire, (ministère des Affaires étrangères)

SDC – Swiss Agency for Development and Cooperation

Partenaire : KFCA – Fédération Coréenne pour la protection des personnes âgées

Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les habitants de Sohung – phase 2

Bénéficiaires : 5 639 personnes

Durée : 13 mois (03/2015 – 03/2016)

Budget global : 225 200 €

Financement : Oxfam Hong Kong

Partenaires : ministère de l'Aménagement Urbain, Département de Promotion de l'hygiène de Sohung, Service de lutte contre les épidémies de Sohung, Comités Populaires de Sohung



Kurdistan irakien

Depuis 2014, l'Irak est plongé dans un conflit armé opposant les forces irakiennes et les Peshmergas kurdes aux combattants djihadistes de l'Etat Islamique. Ce conflit a fait plus de 19 000 victimes civiles en 2016, et entraîné des mouvements massifs de populations fuyant les zones de conflit. En janvier 2017, plus de 3 millions d'Irakiens sont toujours déplacés à l'intérieur du pays, dont plus d'un million dans la région du Kurdistan.

Ces déplacements internes ont considérablement augmenté depuis le lancement de l'offensive sur Mossoul en octobre 2016.

Triangle Génération Humanitaire est opérationnelle au Kurdistan irakien depuis 2013 pour répondre aux besoins des réfugiés syriens et des déplacés irakiens. Dès le mois d'août 2014, TGH s'est mobilisée pour faire face à cette nouvelle urgence sanitaire et offrir des conditions de vie décentes aux familles déplacées.

Un soutien psychosocial aux enfants et à leurs familles et des activités récréatives ont été mis en place dès l'arrivée des toutes premières vagues de déplacés consécutives au lancement de l'offensive sur Mossoul. TGH intervient quotidiennement dans le camp de dé-



placés de Khazer où des équipes de travailleurs sociaux œuvrent auprès des familles et enfants affectés dans deux espaces temporaires d'accueil. Une équipe opérationnelle et des bureaux à Erbil, Bardarash et Dohuk permettent une réponse d'urgence dans les différentes zones d'accueil temporaire des déplacés de Mossoul et des villages environnants. Depuis 2016, TGH déploie également une approche mobile de protection de l'enfance et d'éducation en urgence dans la zone de Bardarash, en soutien aux déplacés irakiens.

Enfin, dans le domaine de la sécurité alimentaire, TGH a instauré un programme de soutien aux petits éleveurs proches de la frontière syrienne, notamment dans la région de Rabiaa, qui fournit du fourrage et un service mobile vétérinaire gratuit.

Soutien psychosocial et renforcement communautaire auprès de la population déplacée dans le camp Bardarash, gouvernorat de Dohuk

Bénéficiaires : 11 178 familles

Durée : 12 mois (03/2016 – 04/2017)

Budget global : 470 923 €

Financement : CDCS – Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires Etrangères français (cofinancement pour TGH de la Fondation de France)

Partenaires : Projet mené au sein d'un consortium de 5 ONG françaises composé de : Première Urgence Internationale, Bibliothèques Sans Frontières, France Libertés-Fondation Danielle Mitterrand, Fédération Léo Lagrange et TGH



Programme de transfert monétaire pour améliorer l'accès à l'éducation des enfants réfugiés syriens et déplacés irakiens dans le gouvernorat d'Erbil

Bénéficiaires : 2 496 enfants de 6 à 12 ans

Durée : 16 mois (05/2016 – 09/2017)

Budget global : 1 298 068 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Programme de protection de l'enfance et soutien à l'amélioration du bien-être des enfants affectés par le conflit et de leurs familles dans le gouvernorat d'Erbil

Bénéficiaires : 6 040 personnes

Durée : 12 mois (07/2016 – 07/2017)

Budget global : 342 319 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaire : JORD (Judy Organization for Relief and Development)

Éducation dans l'urgence et protection de l'enfance pour les enfants affectés par les conflits dans le sous-district de Bardarash

Bénéficiaires : 8 155 personnes, dont 8 125 enfants âgés de 6 à 14 ans

Durée : 10 mois (07/2016 – 05/2017)

Budget global : 525 000 €

Financement : ECHO – Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaire : DAD (ONG kurde) – Association kurde pour les droits de l'homme et les affaires de la société civile

Soutien à la résilience des ménages d'éleveurs les plus vulnérables affectés par le conflit dans le sous-district de Rabya, gouvernorat de Ninive

Bénéficiaires : 7 350 personnes

Durée : 9 mois (10/2016 – 06/2017)

Budget global : 400 000 €

Financement : CIAA – Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (ministère des Affaires Étrangères)

Partenaire : DAD (ONG kurde) – Association kurde pour les droits de l'homme et les affaires de la société civile

Soutien à la protection de l'enfance et à l'éducation dans l'urgence pour les enfants affectés par le conflit en Irak

Bénéficiaires : 26 200 personnes

Durée : 7 mois (10/2016 – 05/2017)

Budget global : 625 856 USD

Financement : OCHA – Fonds humanitaire des Nations Unies,
IHPF – Iraq Humanitarian Pooled Fund, UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaire : DAD (ONG kurde) – Association kurde pour les droits de l'homme et les affaires de la société civile

Soutien à la protection de l'enfance et à l'éducation dans l'urgence pour les enfants affectés par le conflit en Irak

Bénéficiaires : 4 866 personnes

Durée : 16 mois (06/2015 – 10/2016)

Budget global : 600 000 €

Financement : ECHO – Service de la Commission européenne
à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaire : Judy Organisation of Relief and Development (JORD)

Programme de transfert monétaire pour améliorer l'accès à l'éducation des enfants réfugiés syriens et déplacés irakiens dans le gouvernorat d'Erbil

Bénéficiaires : 1 200 enfants

Durée : 5 mois (11/2015 – 04/2016)

Budget global : 300 000 €

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaire : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance



Laos

Malgré un fort taux de croissance, le Laos (ou République Démocratique Populaire du Laos) est l'un des pays les plus pauvres d'Asie du sud-est (23,2% de la population laotienne vivrait sous le seuil de pauvreté). Selon l'IFAD², les trois-quarts de la population dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles. Or, le Laos est souvent victime de catastrophes naturelles importantes, provoquant de graves problèmes d'insécurité alimentaire.

Triangle Génération Humanitaire intervient depuis 2005 dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée établi entre la Région Auvergne Rhône-Alpes et la Province de Khammouane, l'une des zones les plus vulnérables du pays en termes de sécurité alimentaire. Cet accord a permis le développement de programmes d'assistance à la production et à l'irrigation agricole (développement des infrastructures d'irrigation en saison sèche et en saison des pluies, soutien aux mécanismes communautaires de gestion de l'eau) et de diversification des cultures, qui ont intégré le renforcement des capacités des autorités locales pour ancrer les avancées dans la durée.

Dans la continuité des premiers programmes de sécurité alimentaire mis en œuvre avec le PAFo et le DAFo (autorités locales de gestion de l'agriculture et des forêts), TGH s'est positionnée en appui à la maîtrise d'ouvrage en apportant

conseil et soutien technique, de l'identification de sites à l'évaluation finale des réalisations et à l'analyse de leurs impacts. Le renforcement des capacités des autorités locales s'est ensuite poursuivi dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie d'irrigation agricole.

Le programme d'irrigation terminé en 2016 a sécurisé la production agricole pendant la saison des pluies et développé une culture de contre-saison pendant la saison sèche en construisant un barrage et des canaux, et en formant des groupements villageois sur la gestion des ressources en eau et sur des pratiques agricoles durables. De nouvelles techniques agricoles ont été introduites, en lien avec les nouvelles capacités d'irrigation, qui diversifient à la fois les sources de revenus et le régime alimentaire des populations. Un programme de promotion de l'hygiène et de construction de latrines dans 15 villages, financé par la Région Auvergne Rhône Alpes, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France, d'une durée de deux ans et demi, s'est également terminé en 2016.

Malgré la présence de partenaires compétents et volontaires, et bien que les besoins soient toujours très importants dans la province de Khammouane, la présence de TGH au Laos reste soumise au financement des bailleurs.



Jardin communautaire, Mahaxai district, Laos © Mélodie Mercier / TGH



Production de biopesticides à base de plantes avec des producteurs locaux, district de Bualapha, Laos © Mélodie Mercier / TGH

1 • Banque Mondiale, 2012

2 • International Fund for Agricultural Development



Production de biopesticides à base de plantes avec des producteurs locaux, district de Bualapha, Laos © Mélodie Mercier / TGH

Programme d'accès à l'eau dans la zone de Nassalone et de la Nam Kata

Bénéficiaires : 4 118 personnes

Durée : 8 mois (04/2016 – 11/2016)

Budget global : 42 000 €

Financement : SIGEIF – Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Ile-de-France

Partenaire : Nam Saat (Département du ministère de la Santé en charge de l'accès à l'eau en zone rurale)

Renforcement des capacités des autorités locales dans la définition et la mise en œuvre de leur stratégie en termes d'irrigation agricole dans la province de Khammouane – phase 3

Bénéficiaires : 931 personnes (nombre total d'habitants du village de Na Kheu)

Durée : 8 mois (09/2015 – 04/2016)

Budget global : 120 000 €

Financement : Région Auvergne Rhône-Alpes

Partenaires : DA Fo – ministère de l'Agriculture et de la Forêt au niveau du district, PA Fo – ministère de l'Agriculture et de la Forêt au niveau de la province

Améliorer durablement l'environnement sanitaire et l'accès à l'eau dans 15 villages isolés du district de Bualapha dans la province de Khammouane

Bénéficiaires : 2 970 personnes

Durée : 33 mois (03/2014 – 11/2016)

Budget global : 500 000 €

Financement : Région Auvergne Rhône-Alpes, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Partenaires : Nam Saat (Service gouvernemental laotien de l'environnement et d'accès à l'eau), comités villageois, autorités locales au niveau du District et de la Province



Népal

En avril et mai 2015, le Népal a été frappé par deux tremblements de terre dévastateurs, qui ont causé environ 8 900¹ décès et détruit de très nombreuses habitations, infrastructures, et moyens de subsistance, provoquant des déplacements importants de population. 39 des 75 districts ont été impactés par les séismes, dont 14 plus sévèrement².

L'Etat népalais a fait appel à l'aide internationale, mais la période de mousson de juin à septembre a compliqué son déploiement et mis à mal les capacités de résilience des populations touchées, engagées dans la reconstruction de leur habitation et le recouvrement de leurs moyens de subsistance. Des inondations et glissements de terrain ont endommagé les routes, les cultures et le peu d'habitations qui avaient résisté aux séismes, aggravant les risques sanitaires et épidémiques.

Le gouvernement a créé une Autorité Nationale pour la Reconstruction (NRA), en charge de la coordination des actions de réhabilitation des zones sinistrées. TGH s'est inscrite dans ce processus avec un premier programme de reconstruction post-urgence dans le district de Kavrepalanchok, lancé en 2015 en partenariat avec l'ONG locale ARSOW-Nepal sur un financement de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, de la Fondation de France et des Agences de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et Adour Garonne. Dans sa logique de renforcement des capacités des partenaires et de pérennité des projets, TGH a ensuite fourni un appui aux



Réponse d'urgence en eau, hygiène et assainissement, district de Kavrepalanchok, Népal © Eric Martin / TGH

actions de son partenaire ARSOW-Nepal dans le district de Sindhupalchok sur une première phase de réponse d'urgence et post urgence dans la vallée de Thangpal. Cette collaboration s'est poursuivie sur une seconde phase financée par la Fondation de France et l'Agence Française de Développement, mise en œuvre depuis septembre 2016 sous forme d'un appui à la reconstruction d'habitations et d'infrastructures dans quatre villages de la vallée de Thangpal. Des activités en lien avec l'eau, l'hygiène et assainissement et la relance économique sont également développées. L'habitat est un élément central pour le relèvement après une catastrophe naturelle, mais il doit s'accompagner d'une relance de l'économie des ménages et du marché local pour être réellement pérenne.

Triangle génération humanitaire rapport 2014-2015

1 • OCHA, Humanitarian bulletin Nepal earthquake, Issue 04 (Final Issue) – 30/09/15

2 • OCHA, Nepal country profile – janvier 2017



Programme intégré de reconstruction globale de la vallée de Thangpal, district de Sindhupalchok

Bénéficiaires : 13 037 personnes

Durée : 36 mois (09/2016 – 08/2019)

Budget global : 2 500 000 €

Financement : FDF – Fondation de France, AFD – Agence Française de Développement

Partenaires : ARSOW-Nepal – Association for Rural Social Welfare-Nepal (ONG népalaise),

VDC – Villages Development Committee



Gunsa, Népal © Eloise Morice / TGH

Programme de support au programme mis en œuvre par Arslow-Nepal dans la province de Sindhupalchok

Bénéficiaires : 12 100 personnes

Durée : 7 mois (02/2016 – 09/2016)

Budget global : 144 000 €

Financement : FDF – Fondation de France

Partenaire : ARSOW-Nepal – Association for Rural Social Welfare-Nepal (ONG népalaise)

Programme de soutien d'urgence et de relance économique dans le district de Kavrepalanchok

Bénéficiaires : 4 940 personnes

Durée : 13 mois (05/2015 – 06/2016)

Budget global : 315 000 €

Financement : FDF – Fondation de France, Région Auvergne Rhône Alpes, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, Agence de l'eau Adour-Garonne

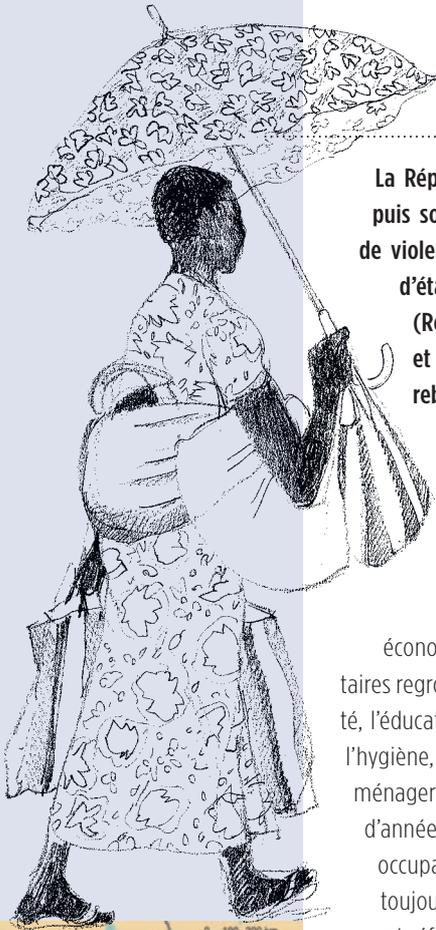
Partenaire : ARSOW-Nepal – Association for Rural Social Welfare-Nepal (ONG népalaise)

République Centrafricaine

La République Centrafricaine enchaîne depuis son indépendance en 1960 des cycles de violences politiques. Les différents coups d'état, l'impact des crises des pays voisins (République du Congo, Tchad et Soudan) et les nombreuses luttes entre groupes rebelles ont maintenu - et continuent de maintenir - le pays dans un état permanent d'instabilité.

Malgré la présence notoire de ressources naturelles à forte valeur ajoutée, la RCA présente un niveau de développement socio-économique très faible. Les besoins prioritaires regroupent la nourriture, les soins de santé, l'éducation, l'accès à l'eau, l'assainissement, l'hygiène, les abris, mais également les articles ménagers de première nécessité. En cette fin d'année 2016, le bilan humanitaire reste préoccupant : plus de 400 000 personnes sont toujours déplacées, et 420 700 personnes sont réfugiées dans les pays voisins.

Triangle Génération Humanitaire a débuté son action en République Centrafricaine en 2007, en s'engageant auprès des personnes vulnérables de la préfecture de la Vakaga, puis s'est très rapidement attachée à répondre aux besoins des réfugiés du Darfour dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto. Aujourd'hui, TGH est l'une des deux seules organisations intervenant de manière continue en Vakaga, région marginalisée et excentrée. Présente en Ouaka depuis 2010 et à Bangui depuis 2011, TGH mène des actions de développement, d'urgence et de post-urgence dans les domaines de l'EHA¹ (accès pérenne à l'eau potable et amélioration de l'environnement sanitaire), de la sécurité alimentaire et du développement rural (vaccination du bétail, distribution de vivres, de semences vivrières et d'outils agricoles), ainsi que de l'éducation et de la protection (rétablissement des services de base, promotion du retour à l'école, protection des enfants des rues).



Forage pour un accès à l'eau potable amélioré, préfecture de la Ouaka, RCA © TGH

¹ • EHA : Eau, Hygiène et Assainissement

Assistance d'urgence aux personnes affectées par la crise dans la préfecture de la Ouaka

Bénéficiaires : 59 824 personnes

Durée : 3 mois (12/2016 – 03/2017)

Budget global : 315 695 €

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Suivi des ménages sentinelles dans le cadre du dispositif national APSSA

Bénéficiaires : 33 ménages sentinelles²

Durée : 2 mois (10/2016 – 12/2016)

Budget global : 6 062 €

Financement : FAO – Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Organisation et exécution d'une campagne de vaccination du bétail dans les préfectures de la Vakaga et de la Ouaka

Bénéficiaires : 2 800 ménages éleveurs et agro éleveurs

Durée : 6 mois (10/2016 – 04/2017)

Budget global : 46 168 €

Financement : FAO – Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Partenaires : FNEC – Fédération Nationale des Eleveurs de Centrafrique,

ANDE – Agence Nationale de Développement de l'Élevage

Vers le renforcement des acteurs locaux de la protection de l'enfance – projet commun République Centrafricaine et République du Congo

Bénéficiaires : Environ 4 200 personnes

Durée : 36 mois (05/2016 – 04/2019)

Budget global : 995 112 €

Financement : AFD – Agence Française de Développement et UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaires : RFERC – Réseau en Faveur des Enfants de la Rue en Centrafrique en RCA,

REIPER – Réseau des Intervenants sur le Phénomène de l'Enfance en Rupture en République du Congo

Assistance d'urgence pour l'éducation aux élèves de la sous-préfecture de Bambari

Bénéficiaires : Elèves et maîtres-parents de 10 écoles

Durée : 12 mois (06/2016 – 05/2017)

Budget global : 250 000 €

Financement : CDCS – Centre de Crise et de Soutien du ministère des Affaires étrangères français



Rétablissement des services de base dans le secteur de l'éducation pour les localités de Birao, Gordil et Sikkikede et promotion du retour à l'école des élèves de l'ensemble de la préfecture de la Vakaga

Bénéficiaires : 10 758 personnes

Durée : 8 mois (05/2016 – 12/2016)

Budget global : 300 000 USD

Financement : CHF – Fonds humanitaire commun des Nations Unies

Partenaires : MAHDED (association centrafricaine)

Améliorer le niveau de sécurité alimentaire dans la préfecture de la Vakaga

Bénéficiaires : 11 135 ménages

Durée : 9 mois (05/2016 – 02/2017)

Budget global : 400 000 €

Financement : CIAA – Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (ministère des Affaires étrangères)

Assistance d'urgence en eau, hygiène et assainissement aux populations affectées par le conflit

Bénéficiaires : 73 159 personnes

Durée : 12 mois (03/2016 – 03/2017)

Budget global : 770 000 €

Financement : ECHO – Service de la Commission européenne

à l'aide humanitaire et à la protection civile, UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Distribution de vivres dans les camps de déplacés de la préfecture de la Ouaka

Bénéficiaires : 36 207 personnes

Durée : 6 mois (09/2016 – 02/2017)

Budget global : 165 552 753 XAF, soit environ 250 000€

Financement : PAM – Programme Alimentaire Mondial

Assistance d'urgence aux personnes affectées par la crise dans la préfecture de la Ouaka

Bénéficiaires : Environ 51 000 personnes

Durée : 4,5 mois (06/2016 – 10/2016)

Budget global : 224 642 729 XAF, soit environ 342 000 €

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance



Distribution de semences vivrières et d'outils agricoles

Bénéficiaires : 1 000 ménages

Durée : 6 mois (05/2016 – 11/2016)

Budget global : 14 508 130 XAF soit environ 22 000 € (hors valorisations)

Financement : FAO – Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Projet d'appui au relèvement du système éducatif

Bénéficiaires : 7 500 élèves

Durée : 10 mois (10/2015 – 08/2016)

Budget global : 285 927 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

(dans le cadre du Partenariat Mondial pour l'Education)

Partenaires : MENET – ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique

Dispositif de protection des enfants de la rue

Bénéficiaires : Plus de 1 000 enfants

Durée : 15 mois (07/2015 – 10/2016)

Budget global : 474 651 €

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaires : La Voix du Cœur, le CRAED – Centre de Recherche Action pour l'Education Environnementale et le Développement Durable, le ministère des Affaires Sociales, le ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur

Programme intégré de réduction des causes et effets de la malnutrition en faveur des populations vulnérables dans les sous-préfectures de Bambari et Berberati

Bénéficiaires : 84 000 personnes

Durée : 20 mois (10/2014 – 08/2016)

Budget global : 2 500 000 €

Financement : AFD – Agence Française de Développement

Partenaires : Croix-Rouge Française

Renforcement organisationnel et structurel des associations de parents d'élèves pour une meilleure prise en charge des écoles

Bénéficiaires : 673 444 personnes

Durée : 65 mois (12/2010 – 05/2016)

Budget global : 790 000 €

Financement principal : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, Ambassade de France en RCA

Partenaires : ministère de l'Éducation, ministère des Affaires sociales, FNAPEEC – Fédération Nationale des Parents d'Élèves et Étudiants Centrafricains, Inspection d'Académie, Chef de circonscription scolaire/chefs secteurs





Vers un accès pérenne à l'eau potable et un environnement sanitaire amélioré pour les populations vulnérables de la Ouaka

Bénéficiaires : 17 819 personnes

Durée : 56 mois (04/2011 – 01/2016)

Budget global : 1 895 000 €

Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne,

AFD – Agence Française de Développement,

OFID – Fonds de l'OPEP pour le développement international

Partenaires : ANEA – Agence Nationale pour l'Eau et l'Assainissement,

DGH – Direction Générale de l'Hydraulique, Nourrir (ONG)

Pour renforcer la sécurité alimentaire dans la Vakaga

Bénéficiaires : 3 700 ménages

Durée : 6 mois (11/15 – 05/16)

Budget global : 152 818 €

Financement : CIAA – Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (ministère des Affaires étrangères),
Ambassade de France

Assistance d'urgence aux personnes affectées par la crise dans la région de la Ouaka

Bénéficiaires : 10 000 personnes déplacées

Durée : 3 mois (11/2015 – 03/2016)

Budget global : 190 750 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Distribution d'intrants agricoles et suivi des bénéficiaires dans la préfecture de la Ouaka et de la Vakaga

Bénéficiaires : 8 780 ménages

Durée : 8 mois (05/2015 – 01/2016)

Budget global : 167 414 €

Financement : FAO – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Distribution de vivres et protection de semences

Bénéficiaires : 80 000 personnes

Durée : 8 mois (05/2015 – 01/2016)

Budget global : 348 653 €

Financement : FAO – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ECHO - Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile, PAM – Programme Alimentaire Mondial

Assistance d'urgence multisectorielle aux populations affectées par le conflit

Bénéficiaires : 98 225 personnes

Durée : 9 mois (05/2015 – 02/2016)

Budget global : 787 120 €

Financement : ECHO – Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaires : ICRA, ACDA – Agence Centrafricaine de Développement Agricole, NOURRIR (ONG locale)

Relance de la scolarité primaire dans la préfecture de la Vakaga

Bénéficiaires : 6 215 personnes

Durée : 9 mois (04/2015 – 04/2016)

Budget global : 403 905 USD

Financement : CHF – Fonds Humanitaire commun des Nations Unies

Apporter une assistance en eau, hygiène et assainissement aux populations déplacées dans la préfecture de la Ouaka à travers l'amélioration de leurs conditions de vie

Bénéficiaires : 81 566 personnes

Durée : 10 mois (03/2015 – 01/2016)

Budget global : 621 341 €

Financement : CHF – Fonds Humanitaire commun des Nations Unies

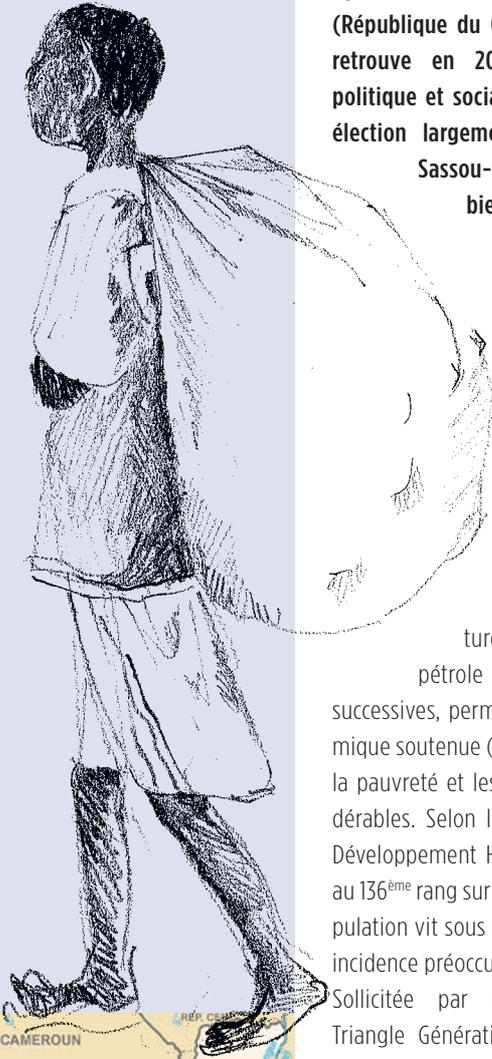
Partenaires : Agence Nationale d'Eau et d'Assainissement



République du Congo

Après 10 ans de guerre civile, le Congo (République du Congo ou Congo Brazzaville) retrouve en 2002 une certaine stabilité politique et sociale. En avril 2016, lors d'une élection largement contestée, le président Sassou-Nguesso est réélu pour 5 ans, bien que totalisant déjà plus de 32 années au pouvoir.

L'économie congolaise, très peu diversifiée, repose largement sur le pétrole et souffre d'un manque d'infrastructures en dehors de la capitale. Bien que disposant d'un potentiel agricole considérable, le pays importe une grande partie de sa nourriture, et malgré le prix élevé du pétrole pendant plusieurs années successives, permettant une croissance économique soutenue (5% en moyenne depuis 2005), la pauvreté et les inégalités demeurent considérables. Selon le PNUD¹, en 2014, l'Indice de Développement Humain de 0,59 place le pays au 136^{ème} rang sur 187. Près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec une incidence préoccupante en zone rurale (75%²). Sollicitée par une association lyonnaise, Triangle Génération Humanitaire effectue en 2010 une évaluation qui débouche rapidement sur un programme de relance des activités de développement rural en partenariat avec une association locale, le FOJEP-Développement, et en collaboration avec des partenaires locaux (Caritas Congo, Conseil Départemental du Pool). TGH se concentre aujourd'hui principalement sur l'aide aux enfants des rues et aux mineurs



Session de soutien auprès des enfants des rues, Brazzaville, République du Congo © Jun Xia

triangle génération humanitaire rapport d'activité 2016

incarcérés à Brazzaville et à Pointe-Noire, grâce au financement de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement, en portant une action menée par un partenaire local, le REIPER (Réseau des Intervenants sur le Phénomène des Enfants de la Rue), qui coordonne 21 associations intervenant dans différents domaines et sur différentes thématiques. Le programme comporte une antenne mobile qui réalise des maraudes quatre fois par semaine, apportant écoute, sensibilisation et soins primaires aux enfants, directement dans la rue. Des activités d'alphabétisation, de soutien scolaire et d'appui à la formation professionnelle sont aussi organisées, et un réseau pilote de familles d'accueil mis en place. Des programmes de sensibilisation et des formations sont proposés aux acteurs publics en lien direct avec les enfants des rues, notamment les policiers. Enfin, afin d'assurer la pérennité et l'autonomisation du projet, des moyens sont alloués au renforcement des capacités du REIPER.

1 • PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

2 • Enquête Démographique et de Santé du Congo 2011-2012



Vers le renforcement des acteurs locaux de la protection de l'enfance – projet commun République Centrafricaine et République du Congo

Bénéficiaires : Environ 4 200 personnes

Durée : 36 mois (05/2016 – 05/2019)

Budget global : 995 112 €

Financement : AFD – Agence Française de Développement, EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaires : RFERC – Réseau en Faveur des Enfants de la Rue en Centrafrique (association centrafricaine), REIPER – Réseau des Intervenants sur le Phénomène de l'Enfance en Rupture (association congolaise)

Appui à la relance de l'élevage des ruminants dans le département du Pool

Bénéficiaires : 236 594 personnes, population du département du Pool

Durée : 48 mois (12/2013 – 12/2017)

Budget global : 800 000 €

Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, Conseil Départemental du Pool

Partenaires : le Conseil Départemental du Pool

Vers le renforcement des capacités des acteurs locaux en faveur de la protection de l'enfance

Bénéficiaires : 3 280 mineurs

Durée : 42 mois (11/2013 – 05/2017)

Budget global : 800 000 €

Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, ministère français des Affaires étrangères, Fondation Air France

Partenaires : REIPER – Réseau des Intervenants sur le Phénomène de l'Enfance en Rupture (association congolaise)

Soutien aux acteurs non-étatiques dans leur participation à la réduction de la pauvreté

Bénéficiaires : 106 000 personnes

Durée : 48 mois (12/2012 – 12/2016)

Budget global : 720 000 €

Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, Secours Catholique France

Partenaires : Caritas Congo

Vers un développement économique de proximité au service de la préservation de l'environnement

Bénéficiaires : 9 500 personnes

Durée : 57 mois (11/2011 – 07/2016)

Budget global : 329 388 €

Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, ministère de l'intérieur et de l'Outre-mer, Ambassade de France au Congo, PADE - Projet de la Banque Mondiale d'Appui à la Diversification Économique

Partenaires : FOJEP-D – Forum congolais des Jeunes Entrepreneurs et Producteurs pour le Développement (ONG congolaise)

Soudan

Triangle Génération Humanitaire a débuté ses actions dans l'ouest du Darfour en juin 2004, avec un programme d'assistance aux personnes déplacées dans le camp de Ryad, en périphérie de la ville d'El Geneina. Par la suite, malgré les contraintes d'accès, TGH a étendu son périmètre d'intervention hors des grandes villes, où une partie de l'aide humanitaire s'est rapidement concentrée.

Dans les localités isolées de Bindizi, Mukjar, Um Dukhun et Zalingei, TGH déploie des programmes dans les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement et de la sécurité alimentaire, tout en gardant des capacités de réponse à de nouveaux besoins humanitaires (abri, biens ménagers essentiels...). L'intervention se porte de plus en plus sur le renforcement des moyens d'existence et sur l'approche de réponse monétaire (cash-based), qui offre une plus grande liberté de choix aux bénéficiaires tout en faisant travailler prioritairement l'économie locale. TGH situe son action dans la transition entre urgence et développement, en organisant le transfert de compétences et de responsabilités aux acteurs locaux afin qu'ils soient en mesure de gérer durablement les services de base.



Foire de produits non alimentaires pour les populations retournées, Ojeb Obeida - localité d'Um Dukhun, Darfour Central, Soudan © TGH

Par ailleurs, les nouvelles dynamiques de conflit au Darfour - notamment la recrudescence depuis 2013 des affrontements entre tribus arabes sur fond de crise économique et de compétition accrue pour les ressources - nécessitent de maintenir des évaluations constantes et une réponse humanitaire d'urgence. TGH est actuellement l'une des rares ONG intervenant dans le Darfour Central pour une aide aux victimes du conflit entre les tribus Salamat et Misseriya. En parallèle, la relative amélioration de la sécurité dans certaines zones et la volonté des autorités tchadiennes de fermer des camps de réfugiés soudanais au Tchad provoquent le retour de milliers de réfugiés¹. Ces mouvements de population induisent de nouveaux besoins urgents auxquels TGH répond en fonction des vagues de nouveaux retournés.



¹ En particulier autour d'Um Dukhun où plus de 80 000 personnes sont retournées entre 2014 et fin 2016



Vers une sécurité alimentaire renforcée et de meilleurs moyens de subsistance dans les communautés touchées par les conflits au centre du Darfour

Bénéficiaires : 40 000 agriculteurs
Durée : 36 mois (01/2015 – 12/2017)
Budget global : 1 250 000 €
Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne

Renforcer la réponse d'urgence, l'atténuation des risques, ainsi que la résilience des populations les plus vulnérables dans les états du Darfour central et du Darfour de l'ouest

Bénéficiaires : 231 340 personnes
Durée : 11 mois (04/2016 – 03/2017)
Budget global : 1 950 000 €
Financement : ECHO – Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile
Partenaires : Al Massar Charity Organization

Mise en place et renforcement de l'assistance d'urgence aux populations réfugiées et déplacées sur le retour, dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement – localité d'Um Dukhun, Darfour central

Bénéficiaires : 87 681 personnes
Durée : 12 mois (05/2016 – 04/2017)
Budget global : 254 900 USD
Financement : CHF – Fonds humanitaire commun des Nations Unies

Vers la modération des effets négatifs d'El Niño sur l'insécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations vulnérables au Darfour

Bénéficiaires : 837 583 personnes
Durée : 9 mois (09/2016 – 05/2017)
Budget global : 300 000 €
Financement : CIAA – Comité Interministériel d'Aide Alimentaire
Partenaires : ministère de l'Agriculture, Corporation Nationale pour les Forêts, Comité de Paix de Bindizi (associés à la mise en œuvre de l'action)

Provision de biens non alimentaires et d'abris d'urgence aux populations vulnérables affectées par le conflit et déplacées à Garaia et Beltebei, localité d'Um Dukhun, Darfour central

Bénéficiaires : 8 600 personnes

Durée : 4 mois (06/2016 – 10/2016)

Budget global : 202 230 USD

Financement : Fonds de l'OFDA transitant par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) via le Fonds de Réponse Rapide pour le Soudan (RRF)

Préparation et réponse aux urgences affectant les ménages vulnérables au Darfour

Bénéficiaires : 163 835 personnes

Durée : 11 mois (05/2015 – 04/2016)

Budget global : 1 020 000 €

Financement : ECHO – Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaires : Al Massar Charity Organisation (ONG locale)

Réponse d'urgence dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement en soutien aux personnes revenues s'installer à Moradaf, Garaia et Beltebei, localité d'Um Dukhun, Darfour central

Bénéficiaires : 68 931 personnes

Durée : 5 mois (04/2016 – 09/2016)

Budget global : 245 092 USD

Financement : Fonds de l'OFDA transitant par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) via le Fonds de Réponse Rapide pour le Soudan (RRF)

Partenaires : Département soudanais de l'Eau et de l'Assainissement (WES)

Provision de biens non alimentaires et d'abris d'urgence aux populations vulnérables du Darfour central

Bénéficiaires : 32 869 personnes

Durée : 13 mois (12/2015 – 01/2017)

Budget global : 148 113 USD

Financement : CHF – Fonds Humanitaire commun des Nations Unies



Vers une réduction du risque de malnutrition chez les communautés vulnérables du Darfour

Bénéficiaires : 3 786 ménages

Durée : 2 mois (12/2015 – 01/2016)

Budget global : 50 288 €

Financement : CICR – Comité International de la Croix Rouge

Partenaires : ministère de l'Agriculture, Association des jeunes de Bindizi, Comité de Paix de Bindizi

Maintenir et renforcer les services en eau, hygiène et assainissement destinés aux populations déplacées et affectées par les conflits dans les localités d'Um Dukhun au Darfour central

Bénéficiaires : 51 539 personnes

Durée : 17 mois (05/2015 – 10/2016)

Budget global : 220 398 USD

Financement : CHF – Fonds Humanitaire commun des Nations Unies

Soutien à la sécurité alimentaire et aux capacités de résilience des populations déplacées dans les localités de Mukjar et Um Dukhun au Darfour central

Bénéficiaires : 26 666 personnes

Durée : 12 mois (05/2015 – 04/2016)

Budget global : 308 792 USD

Financement : CHF – Fonds Humanitaire commun des Nations Unies

Partenaires : Al Massar et Al Fajir (ONG locales)

Préparation et réponse aux urgences affectant les ménages vulnérables au Darfour

Bénéficiaires : 163 835 personnes

Durée : 10 mois (05/2015 – 03/2016)

Budget global : 750 033 €

Financement : ECHO – Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile

Partenaires : Al Massar Charity Organisation (ONG locale)



Vers une réduction du risque de malnutrition chez les personnes à risque des communautés vulnérables du Darfour

Bénéficiaires : 18 168 personnes

Durée : 10 mois (05/2015 – 02/2016)

Budget global : 250 000 €

Financement : CIAA – Comité Interministériel pour l'Aide Alimentaire (ministère des Affaires étrangères)

Partenaires : ministère de l'Agriculture, Association des jeunes de Bindizi, Comité de Paix de Bindizi

Améliorer l'accès à l'eau potable et à des infrastructures sanitaires décentes au Darfour central

Bénéficiaires : 91 000 personnes

Durée : 24 mois (01/2015 – 01/2017)

Budget global : 50 000 €

Financement : Fonds SUEZ initiatives

Renforcer la contribution des acteurs locaux au développement durable et à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement

Bénéficiaires : 91 000 personnes

Durée : 36 mois (01/2014 – 01/2017)

Budget global : 797 000 €

Financement : EuropeAid - Direction générale du développement

et de la coopération de la Commission européenne, Fonds SUEZ initiatives

Partenaires : Département soudanais de l'Eau et de l'Assainissement (WES)



Timor Leste

Le Timor Leste a une histoire complexe, et sa population a vécu de nombreuses périodes de troubles. Depuis le départ fin 2012 de la Mission des Nations Unies, la situation politique et sécuritaire est globalement stable. Les actions engagées par les ONG nationales, internationales et par les bailleurs de fonds ont permis d'améliorer considérablement les conditions de vie des Timorais, mais surtout leur ont donné les capacités et les moyens de continuer à construire leur pays.

Le Timor Leste se concentre aujourd'hui sur sa stabilisation politique et économique. Pour certaines régions, le mauvais état des routes et l'absence d'électricité et d'eau potable restent problématiques, et freinent l'accès à la santé, à l'éducation, et à l'emploi. La centralisation des moyens (éducation supérieure, télécoms, transport, emploi, santé...) incite à l'exode vers la capitale (+ 87% d'habitants en 20 ans) et provoque un sentiment d'isolement et d'abandon dans le reste du pays.

Dès 2005, Triangle Génération Humanitaire développe avec l'ONG norvégienne NRC¹ un programme d'accès à l'eau et l'assainissement et de promotion à l'hygiène pour 6 000 personnes dans les camps de déplacés. L'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement mandate TGH pour une étude exhaustive des réseaux d'eau du District de Manatuto, qui donne lieu à d'autres programmes de plus grande envergure menés en étroite



Session de sensibilisation à l'école contre les violences domestiques, Timor Leste © TGH

collaboration avec les ONG locales du secteur. En 2008, TGH s'investit dans d'autres districts (Oecusse et Covalima), en partenariat avec les autorités locales et le ministère technique de l'eau timorais, et met en place un nouveau programme d'amélioration de l'accès à l'EHA, ainsi qu'une formation des populations rurales au maintien et à l'entretien des infrastructures.

TGH intervient également dans le domaine de la protection et du secteur social, avec notamment un programme psychosocial dans le quartier de Becora à Dili, pour recréer un lien social entre populations hôtes et populations déplacées par les conflits, ainsi qu'un programme d'accompagnement des acteurs locaux œuvrant dans la protection des femmes et des enfants victimes de violences domestiques.

Le partenariat avec TGH a pourvu les ONG locales des capacités et moyens nécessaires à la poursuite de leur action pour le relèvement du pays. TGH a donc choisi de mettre un terme à sa présence au Timor Oriental en janvier 2017.

Vers un renforcement de la société civile pour une meilleure protection des femmes et des enfants victimes de violence

Bénéficiaires : 10 812 personnes

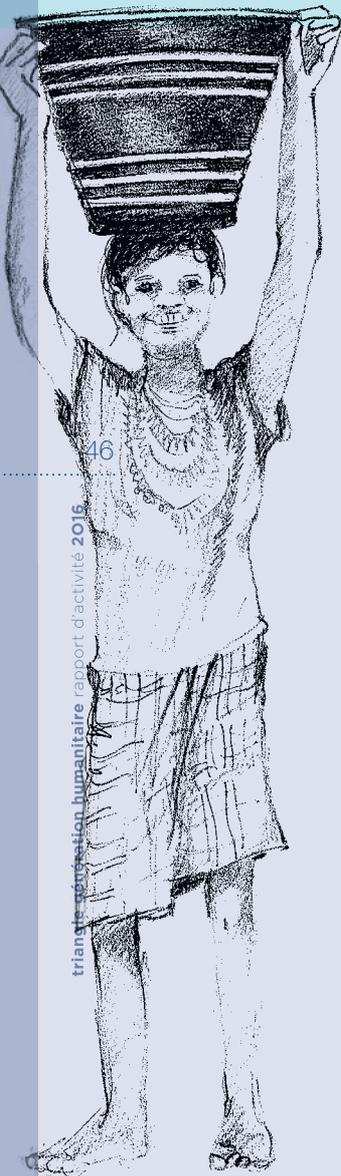
Durée : 40 mois (10/2013 – 01/2017)

Budget global : 797 910 €

Financement : EuropeAid – Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, Fondation RAJA-Marcovici, Ambassade de France en Indonésie et au Timor oriental

Partenaires étatiques Timorais : Secrétariat d'État pour la Promotion de l'Égalité (SEPI), ministère de la Solidarité Sociale (MSS)

Partenariats locaux : PRADET – Psychosocial Recovery and Development in East Timor, Casa Vida, Rede Feto et FOKUPERS (The Communication Forum for East Timorese Women)



46

triangle génération humanitaire rapport d'activité 2016

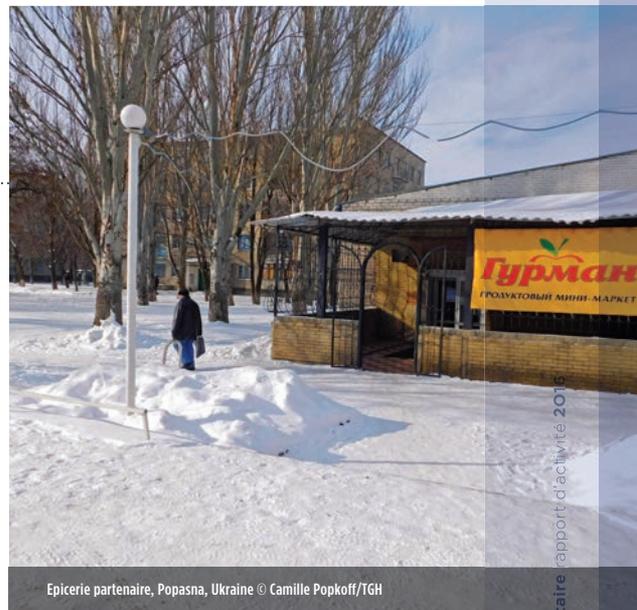
Ukraine



En 2013, des manifestations pro-européennes se tiennent à Kiev et aboutissent à la destitution du président ukrainien Victor Ianoukovitch. La Crimée, province majoritairement russo-phonie, déclare son indépendance, et organise un référendum en vue d'un rattachement à la Russie, qui s'est concrétisé en 2014. Plusieurs autres provinces à forte population russo-phonie ont tenté à leur tour d'organiser des référendums d'autodétermination, comme

la région du Donbass (est de l'Ukraine) où les affrontements se sont poursuivis en dépit d'un cessez-le feu signé en février 2015 et régulièrement renouvelé depuis (le dernier datant de décembre 2016). Le bilan déjà lourd de plus de 10 000 morts¹ continue de s'aggraver.

Les violations du cessez-le-feu et les maigres perspectives d'un règlement politique du conflit rendent probable la prolongation des difficultés auxquelles font face 3,8 millions de personnes déplacées internes, rési-



Epicerie partenaire, Popasna, Ukraine © Camille Popkoff/TGH

dentes des zones sous contrôle séparatiste pauvrement approvisionnées, ou piégées dans la buffer zone², où les habitants des villages situés au milieu des lignes de défense, encore régulièrement bombardés, sont particulièrement affectés.

Triangle Génération Humanitaire, après des évaluations menées en 2015, a débuté son action en mars 2016 dans les oblasts de Donetsk et de Luhansk avec un programme d'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des populations rurales vivant sur la ligne de contact via un système de distribution de coupons alimentaires. Un système dématérialisé par téléphone mobile a été instauré auprès de dix-neuf épiceries partenaires. Le bénéficiaire reçoit par SMS le montant de son voucher³, ainsi qu'un code qu'il transmet au commerçant afin de finaliser l'échange. Le coupon peut être dépensé en plusieurs fois, le bénéficiaire suit alors ses paiements grâce aux SMS envoyés après chaque achat lui indiquant la somme restante. Un logiciel rend possible un suivi régulier des dépenses et permet de mesurer la qualité de l'action grâce à des analyses constantes⁴. Les coupons sont soit uniques soit multi usages, laissant plus de choix aux bénéficiaires. Les prix sont fixés dans le cadre d'un



Epicerie partenaire, Novotoshivka, Ukraine © TGH

1 • Bilan de 10 000 morts et de plus de 25 000 blessés selon l'ONU, février 2017 : <https://www.un.org/press/fr/2017/csi2704.doc.htm>

2 • Zone tampon entre les deux partis en conflit

3 • Ce ne sont pas de véritables billets de banque mais des titres échangeables

4 • 99,5% des coupons distribués ont été dépensés

contrat de partenariat avec les commerçants, qui interdit la vente d'alcool et de tabac. Aujourd'hui, TGH élargit son champ d'action aux produits non alimentaires (produits d'hygiène), ou des coupons monétaires permettant l'achat de médicaments ou de chauffage, et répond ainsi au déclin de la sécurité alimentaire des ménages, tout en soutenant les

commerces locaux asphyxiés par la crise.

En 2017, TGH mettra en place des actions « coupons contre travail » pour des travaux d'intérêt communautaire (entretiens d'espaces publics) et de protection, avec la mise en place d'activités d'aide à domicile au bénéfice des personnes âgées.

Atténuation de l'impact du conflit du Donbass sur les populations vulnérables vivant le long de la ligne de front par l'approvisionnement en produits d'hygiène et le support à l'économie locale

Bénéficiaires : 6 400 personnes

Durée : 6 mois (09/2016 – 02/2017)

Budget global : 255 674 USD

Financement : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Partenaire : Країна вільних людей, ou Country of Free People (Association ukrainienne)

Amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des populations vulnérabilisées par le conflit du Donbass

Bénéficiaires : 9 800 personnes

Durée : 10 mois (03/2016 – 12/2016)

Budget global : 200 000 € + donations en nature

Financement : CDCS - Centre de Crise et de Soutien du ministère des Affaires étrangères

Partenaire : Країна вільних людей, ou Country of Free People (Association ukrainienne)



LES PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2017



Groupe de discussion avec des familles réfugiées syriennes, district de Hasbaya, Liban © Serge Gruel/TGH



Syrie et Liban

Six années de guerre civile en Syrie ont profondément affecté la région du Proche-Orient, et le conflit, toujours actif, ne trouve aujourd'hui aucune solution politique ou militaire.

Depuis 2011, des déplacements de population s'opèrent depuis la Syrie vers les pays limitrophes (Liban, Jordanie, Turquie, Irak) et dans une moindre mesure en Egypte, Grèce et Europe. Sur une population estimée à 21,5 millions d'habitants, plus de 5 millions sont aujourd'hui réfugiés, et plus de 6,3 millions déplacés internes. 1,7 million d'enfants ne sont plus scolarisés, et

plus de 13,5 millions de personnes sont considérées en besoin d'assistance humanitaire, soit près de 63% de la population totale. Il s'agit donc d'une crise humanitaire majeure. Pour des raisons culturelles et de proximité, le Liban est l'un des premiers pays à avoir accueilli massivement, dès 2012, la population fuyant le conflit civil armé. A ce jour plus de 1,5 million de réfugiés syriens (dont 1,017 enregistré auprès de l'UNHCR), environ 289 000 réfugiés palestiniens (30 675 en provenance

“ Le Liban est l'un des premiers pays à avoir accueilli massivement, dès 2012, la population fuyant le conflit civil armé.



de Syrie, 257 000 de Palestine) et 6 000 réfugiés irakiens, sont présents dans le pays, pour une population de 4,4 millions d'habitants, soit la plus forte concentration de réfugiés par habitant au monde (près de 29% de la population).

L'impact socioéconomique est palpable, les tensions communautaires perceptibles. Les services de base dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité, de l'énergie, de l'eau et autres services publics sont lourdement impactés. Les conséquences économiques sont concrètes : les fermetures suc-

cessives des frontières syriennes et jordaniennes ont privé le Liban d'une exportation coutumière de leurs productions vers les pays du Golfe, et une main

d'œuvre exponentielle à très faible coût a investi les secteurs du bâtiment, de l'agriculture et des emplois peu ou pas qualifiés (restauration, prestation de ser-

vices...) privant la population hôte d'emplois et de sources de revenus.

L'année 2016 marque pour Triangle Génération Humanitaire un positionnement fort sur cette crise régionale. Les visites successives au Liban en juin et en Syrie en septembre ont défini les contours de nouvelles interventions humanitaires dans la région. Une invitation officielle du Croissant Rouge syrien a permis d'initier les démarches d'enregistrement en Syrie, et d'identifier les futurs secteurs d'activité de TGH en Syrie : éducation et eau - hygiène et assainissement.

Au Liban, l'association libanaise AMEL et TGH ont convenu d'explorer les opportunités d'un travail commun dans le cadre d'un partenariat d'égal à égal. La mutualisation des moyens et l'enrichissement par le partage des expériences et expertises seront le socle de la présence nouvelle de TGH au Liban en 2017 en soutien des populations vulnérables réfugiées syriennes et hôtes libanaises. ■

“ L'année 2016 marque pour Triangle Génération Humanitaire un positionnement fort sur cette crise régionale

1 • UNHCR :
Haut-Commissariat
des Nations unies
pour les réfugiés

50



Camp informel, Liban ©Ivan Deret / TGH

“ L'équipe lyonnaise, au siège national de l'association ”

Direction générale

Christian Lombard
Patrick Verbruggen

Adjoint de direction

Jean-Luc Juhaneau

Responsable programmation et qualité des opérations

Ivan Deret

Responsable de gestion de programmes

Mounir Attallah

Chargés de gestion de programmes

Régis Dondain
Arnaud Loutoby
Loïc Ratton

Responsables de missions

Thomas Boudant
Benoît Darrieux
Serge Gruel
Eric Martin
Romain Sztark

Référents techniques

Gilles Groizeleau
Education et protection
Julien Racary
Eau, hygiène et assainissement
Nicolas Teuma
Sécurité alimentaire et développement rural

Ressources humaines

Alexandra Bourdekas
Laure Maynard

Comptable

Sylvie Houel

Assistante administrative

Sophie Dreyer

Agent d'entretien

Saliha Djemai

.....
Sur nos terrains d'action, nos équipes expatriées sont généralement composées d'un chef de mission, d'un administrateur et de chefs de projet. En 2016, 90 salariés expatriés ont pris part aux activités de l'association aux côtés de 498 collaborateurs recrutés dans leur pays d'origine.
.....

“ Le Conseil d'administration de l'association au 31 décembre 2016 ”

.....
Les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale annuelle pour une période de 3 années renouvelables. Les membres du Conseil exercent leur fonction bénévolement. Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre. Chaque Conseil est précédé d'une réunion de Bureau qui prépare, avec la direction générale de l'association, les réunions du Conseil d'administration.
.....

Victor Bérard, Trésorier

Ancien expert-comptable et commissaire aux comptes

Catherine Béthenod

Hypno thérapeute

Olivier Brachet

Ancien vice-président de la Communauté Urbaine de Lyon

Christophe Cloarec, Secrétaire Adjoint

Informaticien

Didier Dematons

Réalisateur de films documentaires

Patrice Houel, Président

Consultant en management

Yves Le Sergent, Trésorier Adjoint

Administrateur d'entreprise culturelle

Stéphane Mercado

Employé Decaux

Philippe Merchez

Photographe et enseignant

Monique Montel

Ancien cadre du secteur médicosocial

Bernard Mourenas

Consultant informatique

Bertrand Quinet, Secrétaire

Responsable de formation – Institut Bioforce Développement

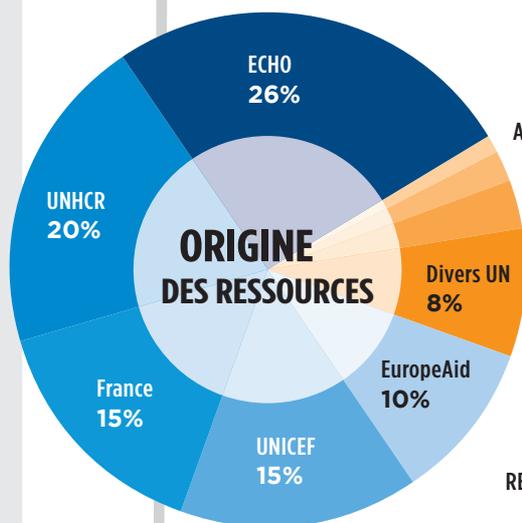
Véronique Valty, Vice-Présidente

Consultante en communication
.....

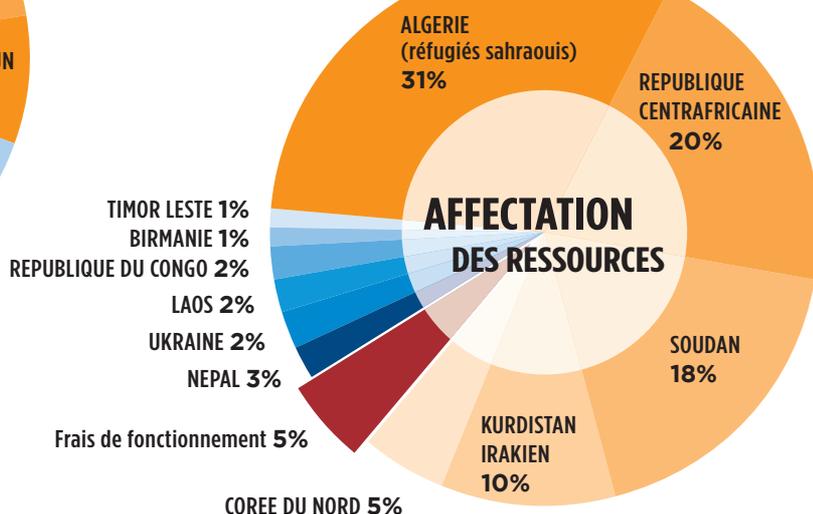
*Trois Commissions mixtes, composées de membres du Conseil et de salariés de l'association, se réunissent régulièrement pour préparer les dossiers qui seront soumis au débat et/ou au vote du Conseil. Ces Commissions techniques **Stratégie générale, Programmation et Communication**, n'ont pas de rôle décisionnaire. Elles ont, avec les membres du Bureau (président, trésorier et secrétaire), une fonction de contrôle interne et de prévention des risques.*
.....

ORIGINE ET AFFECTATION DES RESSOURCES

BUDGET 2016 : 16 530 K€



Autres 1%
IOM 2%
Fonds privés 3%



■ **ECHO** : Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile ■ **UNHCR** : Agence des Nations Unies pour les réfugiés ■ **FRANCE** : Comité Interministériel d'Aide Alimentaire (CIAA) - Aide Alimentaire Programmée (AAP) de la France - Centre de crise et de soutien (CDCS) du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) - Agence Française de Développement (AFD) - Région Auvergne-Rhône-Alpes - Agences de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et Adour-Garonne - Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF) - Ambassades de France en République du Congo et au Timor oriental ■ **UNICEF** : Fonds des Nations unies pour l'enfance ■ **EUROPEAID** : Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne ■ **DIVERS UN** : Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) - Programme Alimentaire Mondial (PAM) - Fonds humanitaire commun des Nations Unies (CHF) - Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) - Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ■ **FONDS PRIVÉS** : Fondation de France - Frentec - Fonds SUEZ initiatives - Fondation Air France ■ **IOM** : Organisation internationale pour les migrations (Fonds OFDA & USAID) ■ **AUTRES RESSOURCES** : Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) - Comité international de la Croix-Rouge (CICR) - OXFAM - Produits financiers - ventes - dons & cotisations.

■ Le montant des **contributions volontaires en nature s'élève à 1 424 K€** (non inclus dans le budget ci-dessus). Ces contributions proviennent de l'UNICEF, de la FAO, du PAM et de l'UNHCR à destination de la République Centrafricaine, du Soudan et du Kurdistan irakien. Il s'agit essentiellement de denrées alimentaires et non alimentaires, de matériaux de construction et de missions de consulting.

BILAN ACTIF	31/12/16			31/12/15
	Brut	Amort. & Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	1 063	1 063		
Immobilisations corporelles				
Constructions	220 000	125 397	94 603	109 255
Autres immobilisations corporelles	441 959	400 936	41 023	65 178
Autres immobilisations financières	5 813		5 813	5 813
TOTAL	668 835	527 396	141 439	180 246
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	1 670		1 670	4 835
Autres créances	9 662 686	31 957	9 630 729	7 641 629
Disponibilités	1 607 122		1 607 122	1 192 903
Charges constatées d'avance	18 191		18 191	10 672
TOTAL	11 289 669	31 957	11 257 711	8 850 039
TOTAL GENERAL	11 958 504	559 353	11 399 150	9 030 285

BILAN PASSIF	12/31/2015	12/31/2014
	Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Report à nouveau	743 436	549 476
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	298 757	193 960
Autres fonds associatifs		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	14 229	18 562
TOTAL	1 056 422	761 998
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	50 027	41 211
TOTAL	50 027	41 211
DETTES		
Facilité de caisse Crédit Coopératif	240 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	127 404	148 981
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	303 709	114 500
Dettes fiscales et sociales	136 657	173 742
Produits constatés d'avance	9 484 931	7 789 853
TOTAL	10 292 701	8 227 076
TOTAL GENERAL	11 399 150	9 030 285

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/16	31/12/15
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Montant net des produits d'exploitation		
Subventions d'exploitation	16 339 084	11 878 429
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		1 922
Collectes	8 338	10 224
Cotisations	270	390
Autres produits	17 203	19 748
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	16 364 895	11 910 712
CHARGES D'EXPLOITATION		
Variation de stocks		2 931
Autres achats et charges externes	13 723 095	9 452 096
Impôts, taxes et versements assimilés	86 829	87 887
Salaires et traitements	1 702 453	1 584 266
Charges sociales	588 394	593 164
Dotations aux amortissements sur immobilisations	41 802	44 419
Dotations aux provisions pour risques et charges	19 869	
Autres charges	1 288	7 536
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	16 163 761	11 772 300
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	201 134	138 412
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	36 318	20 121
Différences positives de change	113 517	138 154
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	149 836	158 275
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	23 959	25 295
Différences négatives de change	44 312	71 793
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	68 271	97 088
2 - RESULTAT FINANCIER	81 564	61 187
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	282 698	199 599
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	16 058	3 344
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	16 058	3 344
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		8 982
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES		8 982
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	16 058	-5 638
TOTAL DES PRODUITS	16 530 789	12 072 331
TOTAL DES CHARGES	16 232 032	11 878 370
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	298 757	193 961
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	298 757	193 961
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Dons en nature	1 424 551	1 380 595
TOTAL	1 424 551	1 380 595
Charges		
Mise à disposition gratuite de biens	1 424 551	1 380 595
TOTAL	1 424 551	1 380 595

NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES ET BAILLEURS DE FONDS EN 2016



Merci à l'Ambassade de France en République Centrafricaine, à l'Ambassade de France en République du Congo, à l'Ambassade de France en Indonésie et au Timor oriental, au Conseil départemental du Pool (République du Congo), à tous nos donateurs et bénévoles.



GENERATION HUMAINITAIRE

organisation de solidarité internationale

1 rue montribloud 69009 Lyon • T : +33 [0]4 72 20 50 10 • F : +33 [0]4 72 20 50 11
info@trianglegh.org • www.trianglegh.org

Association loi 1901 créée en 1994, enregistrée à la Préfecture du Rhône N°W691052256

